

République Gabonaise

Projet de Développement Agricole et Rural

Rapport de supervision – 16 au 31 mars 2015

Rapport principal et appendices

Table des matières

Appendices et annexes ii

Abréviations et acronymes..... iii

Appendices et annexe

Abréviations et acronymes

AAC	Assistant Administratif et Comptable
BBTV	« Banana Bunchy Top Disease » Maladie Virale du Bunchy Top du Bananier
CARBAP	Centre Africain de Recherche sur le Bananier Plantain
CNPS	Comité National de Pilotage et de Suivi
CTAMF	Commission Technique d'Approbation des Microprojets de Filières
DTS	Droits de Tirage Spéciaux.
DRF	Demande de Renouvellement de Fonds
DPD	Demande de Paiement Direct
FAO	« Food and Agricultural Organisation » Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole.
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
ha	Hectare
IGAD	Institut Gabonais d'Appui au Développement
IRAD	Institut de Recherche Agronomique pour le Développement (Cameroun)
IRAF	Institut de Recherches Agronomiques et Forestières
IITA	« International Institute of Tropical Agriculture » Institut International de l'Agriculture Tropicale
MAEPSA	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire
MP	Microprojet
OP	Organisation/Groupement de Producteurs
PDAR	Projet de Développement Agricole et Rural
PIF	Plant Issu de Fragments végétaux
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RAF	Responsable administratif et Financier
RMP	Revue à mi-parcours
SAF	Service administratif et Financier
SSE	Système de Suivi-Evaluation
SYGRI	Système de Gestion des Résultats de l'Impact.
TAC	Techniciens d'Appui Conseil
T	Tonne
UGP	Unité de Gestion du Projet.
USD	Dollar Etats Unis
VNU	Volontaire des Nations Unies

Introduction¹

1. La République Gabonaise et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé en date du 26 octobre 2007, un Accord de Prêt et de Don respectivement de 3 800 000 DTS (USD 5.726 millions) et 190 000 DTS (USD 274 000), pour la mise en œuvre du Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR) dans la Province du Woleu-Ntem, sur une durée de 6 ans. En décembre 2013, le Conseil d'Administration du FIDA a approuvé un financement additionnel de USD 5.4 millions pour la mise en place d'infrastructures de commercialisation. A la faveur de ce financement, la période d'exécution du PDAR a été prorogée de 3 ans pour la réalisation des activités résiduelles et de celles prévues dans le cadre du financement additionnel. La nouvelle date d'achèvement du projet est le 31 mars 2017.

2. Le projet a pour but de réduire la pauvreté en milieu rural par la diversification et l'augmentation des revenus des populations et l'amélioration de leurs conditions de vie. Pour ce faire, les objectifs spécifiques du projet sont : i) développer les filières porteuses prioritaires au bénéfice des groupes cibles du Projet; ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires et de leurs organisations; et iii) renforcer les capacités institutionnelles en matière de services d'appui au monde rural. La mise en œuvre des activités y afférentes se décline en 3 principales composantes à savoir : (1) la promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché; (2) le renforcement des capacités des différents acteurs; et (3) la coordination, le suivi et l'évaluation du Projet.

3. La présente mission de supervision qui s'est déroulée du 16 au 31 mars 2015 a eu pour objectifs de : (i) examiner le niveau de mise en œuvre des activités par rapport à la programmation globale du projet et en particulier l'état d'avancement des activités par composante depuis la dernière mission de supervision de mars 2014 ; (ii) évaluer le niveau de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de mars 2014 et de la mission de suivi de novembre 2014 ; (iii) apprécier la qualité de la gestion administrative, financière et comptable et de la passation des marchés ainsi que les actions prises par la coordination du projet pour apporter les corrections nécessaires ; (iv) examiner l'opérationnalité du système de suivi et évaluation du projet ; (v) apprécier de manière globale la performance de l'équipe du projet à coordonner, planifier et mettre en œuvre les activités en rapport avec le PTBA ; (vi) examiner la programmation du projet en prenant en compte les activités résiduelles et celles prévues au titre du financement additionnel.

4. La mission a exploité les documents disponibles et s'est entretenue avec l'unité de gestion du projet. Des visites de terrain ont permis d'échanger avec les bénéficiaires et les Techniciens d'Appui Conseil (TAC). Des réunions spécifiques ont également été tenues avec les TAC et le personnel du projet pour apprécier la gestion globale du projet, la dynamique de travail d'équipe, l'accompagnement du projet et la pérennisation des acquis.

5. Les principaux constats et recommandations de la mission ont été présentés, le 27 mars 2015 au siège du PDAR à Oyem, à l'équipe du projet et aux responsables du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire (MAEPSA) pour le Woleu-Ntem.

6. La restitution officielle présidée par le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire s'est ensuite tenue à Libreville le 31 mars 2015 dans l'amphithéâtre du Ministère en charge des Eaux et Forêts.

¹ La mission était composée de M. Olinga Biwole Joseph Rostand, Chargé de Programme FIDA, Chef de mission ; Mme Epassy Marthe, Chargée d'Appui à la Mise en Œuvre FIDA ; M. Ahlonsou Godeffroy, Expert en Gestion Administrative et Financière ; M. Benelesse Meleng, Expert en Développement Rural et M. Somda Jean Claude, Expert en Formation. M. Hien Mwinyel Bernard, Représentant FIDA/Chargé de Portefeuille Cameroun et Gabon supervisait la mission et l'a appuyée dans la revue de la cohérence et de la pertinence des recommandations, la finalisation de l'aide-mémoire et sa présentation aux Autorités Gabonaises. La partie Gabonaise était représentée par MM. Moubamba Mihindou Hilaire et Mombo Mombo Aymar, Chargés d'Etudes à Direction Nationale des Projets FIDA/Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire (MAEPSA) ; M. Mouanga Euloge, Chargé d'Etudes au Service des Emprunts Bilatéraux et Multilatéraux, Direction Générale de la Dette/Ministère de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective (MEPIP) ; M. Mboulou Ella Jonathan, Directeur Régional du MAEPSA pour le Woleu-Ntem et l'Ogoué-Ivindo. Les membres de l'UGP et les TAC ont participé aux réunions de travail et aux visites de terrain.

7. Le FIDA remercie les Autorités Gabonaises et l'équipe du PDAR pour la facilitation des travaux. Il remercie également les populations bénéficiaires pour l'accueil chaleureux réservé à la mission, leur disponibilité et leur bonne collaboration.

A. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR (Mars 2014 – Février 2015)

8. L'année 2014 est, pour l'équipe dirigeante du PDAR ayant pris fonction en juin 2013 après la période de crise liée aux contreperformances de la précédente équipe licenciée en août 2012, la première pendant laquelle elle aura entièrement conduit les activités du projet. La mission de supervision de mars 2014 avait confirmé la reprise effective des activités du projet par la relance de la production de manioc et de banane. La présente mission de supervision se déroule à un moment où le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA 2015) vient d'être validé. Les activités menées au cours des mois de janvier et février 2015 sont en effet des activités résiduelles du PTBA 2014 qui constitue la base de travail de la présente mission de supervision.

9. Dans la situation actuelle du PDAR, la mission note que les niveaux d'exécution physique et financière de ce PTBA 2014 se déclinent par composante comme suit:

Composantes	Sous composantes	Exécution physique par composante (%)	Exécution financière par composante (%)
A. Promotion des filières agricoles	A.1 Appui à la production des filières	82.29	81
	A.2 Microprojets filières		
	A.3 Commercialisation et compétitivité des filières ²		
B. Renforcement des capacités des acteurs	B.1 Renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements	66.44	88
	B.2 Renforcement des capacités institutionnelles		
C. Coordination et suivi-évaluation	C.1 Coordination et gestion	84.43	91
	C.2 Appui technique		
Ensemble du projet		77.72	84

Tableau 1 : Niveaux d'exécution physique et financière du PTBA 2014.

10. Les 2 composantes techniques affichent des taux d'exécution physiques de 82.29% et 66.44% respectivement, et la composante coordination et suivi évaluation, un taux d'exécution physique de 84.43%. Le taux d'exécution physique globale du PTBA 2014 a été estimé à 77.72%.

11. Pour ce qui est de la performance financière, au 28 février 2015, le PDAR a mobilisé 104% des ressources du projet correspondant à USD 8,032 millions dont 80,55% du Prêt FIDA (DTS 3,06 millions équivalent à USD 4,658 millions) ; 76,75% du Don FIDA (DTS 145 826 équivalent à USD 224 891) ; 127% des fonds de contrepartie (USD 2,515 millions) et 315% des contributions des bénéficiaires. Au 31 décembre 2014, le taux d'exécution financière du PTBA était de 84% tous financements confondus. Ces réalisations financières ne tiennent pas compte des activités prévues dans le cadre du fonds additionnel qui n'est pas encore disponible. En tenant compte des DRF 35 en

² Cette sous-composante n'a pas été prise en compte car elle est transférée sur le financement du fonds additionnel (Voir paragraphe 50 de l'aide-mémoire de la supervision de mars 2014, page 8) dont les activités ne sont pas encore mises en œuvre car l'instrument de ratification par la République Gabonaise reste attendu.

cours de traitement au FIDA et 36 en en cours de soumission, le taux de décaissement global sur le prêt FIDA passera à 85,45%.

12. De manière globale, l'évaluation de la performance du PDAR suggère une situation modérément satisfaisante de la mise en œuvre du projet au titre du PTBA 2014. La performance du projet est satisfaisante pour ce qui est des composantes techniques et modérément insatisfaisante sur les aspects fiduciaires. Cette situation confirme l'effectivité de la reprise des activités du projet et des efforts de l'équipe pour favoriser un passage à l'échelle des réalisations du projet notamment en matière d'augmentation de la productivité et de la production agricoles. En matière de production du matériel végétal de qualité, le projet a réussi en 2014 à doubler ses réalisations de 2013. Cette tendance haussière est également observée sur la même période en matière de production en champ. La superficie emblavée pour le manioc est passée de 26,5 ha en 2013 à 172,7 ha en 2014. Celle de la banane est passée de 107,5 ha en 2013 à 290,08 ha en 2014. Il convient de noter que cette production se fait à travers des micro-projets dont le nombre total est également passé de 69 à 217.

13. Au cours de la période sous revue, le nombre de Groupements/Organisations de Producteurs (OP) porteurs de ces microprojets est passé de 67 à 171. La mission a noté que cette augmentation est attribuable à la sensibilisation menée par le projet en 2014. Ces OP ont bénéficié de plusieurs opportunités de développement des capacités : formations spécifiques, par les pairs (voyages d'échanges) ainsi que l'accompagnement dans les processus de structuration et de formalisation. Les activités de développement des capacités ont également concerné les TAC et le service statistique provincial.

14. Le suivi des OP sur les plans organisationnels et de gestion de leurs activités économiques est un défi de mise en œuvre. Ce suivi est pour l'instant peu efficace si bien que les données sur les productions et ventes des produits des OP ne sont pas disponibles. La sélection des microprojets se doit par ailleurs d'être plus rigoureuse, le constat étant que certaines OP ont bénéficié de façon itérative d'appuis sur plusieurs campagnes.

15. Sur le plan fiduciaire, la mission constate avec satisfaction une nette amélioration de la gestion comptable du projet et des comptes rendus financiers. Toutefois, les faiblesses préalablement constatées en matière de contrôle interne dans les procédures de passation des marchés et de gestion financière des activités demeurent. Au regard de l'importance des insuffisances constatées, le niveau de risque fiduciaire associé au projet a été évalué comme élevé et le niveau de performance de la gestion financière est modérément insatisfaisant.

B. Revue de l'Exécution du PDAR : Produits et réalisations (Mars 2014 – Février 2015)

Composante A : Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché

16. Cette composante vise à développer les filières porteuses prioritaires au bénéfice des groupes cibles dans la province du Woleu-Ntem. Suivant les recommandations de la RMP³ et de la mission de supervision d'avril 2014, le nombre de filières agricoles ciblées est passé de trois (manioc, banane et arachide) à deux (manioc et banane). Toutefois quelques activités résiduelles relatives à l'arachide ont été inscrites dans le PTBA 2014. De manière globale, la mission note que le taux de réalisation des activités pour cette composante est satisfaisant et de 77,50%.

17. L'approche d'intervention du PDAR inclut l'amélioration plurielle de l'accès aux intrants, des techniques culturales, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles. Les appuis du projet aux filières procèdent par des microprojets formulés de façon participative avec des OP bénéficiaires. Les activités de la composante sont regroupées en trois sous composantes : (i) Programmes régionaux d'appui à la production des filières; (ii) Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières); et (iii) Appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières cibles.

³ Aide-mémoires de la RMP page 4, paragraphe 21 et de la supervision de mars 2014, page 8, paragraphe 50.

Sous composante A1 : Programmes régionaux d'appui à la production des filières

18. Les activités de cette sous composante sont réparties en trois volets : (i) production du matériel végétal ; (ii) formations spécifiques ; et (iii) mise en place de petites unités de transformation. La mission note que le taux de réalisation de la sous-composante est de 82%.

19. Sur le plan transversal, la mission note que le CARBAP a réalisé, en partenariat avec l'IRAF, l'étude prévue dans le PTBA 2014 sur le diagnostic global de la situation de la filière banane dans la province du Woleu Ntem. Il en ressort que (i) les jeunes sont faiblement représentés au sein des organisations paysannes encadrées par le projet (19% des jeunes de moins de 35 ans) ; (ii) les femmes sont majoritairement touchées par les actions du PDAR (55%) ; (iii) la filière reste inorganisée ; (iv) le matériel végétal tout venant reste le plus utilisé par la majorité des producteurs ; (v) les principaux ravageurs du bananier sont les charançons et les nématodes ; (vi) la principale maladie est la cercosporiose (maladie des raies noires) ; (vii) les principales carences sont celles en azote, magnésium, souffre et zinc ; et (viii) les effectifs de techniciens du Ministère en charge de l'agriculture restent très faibles pour assurer l'encadrement des producteurs.

I. Production du matériel végétal

20. Le PTBA 2014 prévoyait principalement : (i) le développement d'un accord de partenariat avec le CARBAP pour la mise en place des champs semenciers de banane ; (ii) le développement d'un accord de partenariat avec l'IITA pour la mise en place de champs semenciers de manioc ; (iii) l'achat et la distribution du petit outillage agricole au profit des paysans semenciers ; (iv) la gestion des parcs à bois ; (v) l'achat de semences améliorées d'arachide ; et (vi) la création et la gestion des parcelles de multiplication d'arachide.

21. La dernière mission de supervision avait recommandé de mettre en place un réseau de multiplicateurs professionnels de manioc et de banane ainsi qu'un véritable sous-programme semencier en partenariat avec la Direction Régionale du Ministère en charge de l'agriculture. Ceci devait passer par l'identification des multiplicateurs potentiels, des appuis au renforcement de leurs capacités auprès des centres spécialisés (CARBAP, IITA, ...) et à leur installation. La mission a constaté que les paysans semenciers ont été formés et installés. *La mission recommande à la Direction Régionale du MAEPSA pour le Woleu-Ntem de favoriser l'implication effective des Chefs de Secteurs, en vue de la pérennisation des acquis du PDAR, en collaboration avec les TAC dans l'appui au programme semencier.*

22. **Pour ce qui est de la filière manioc**, le PDAR et l'IITA ont signé en Juin 2014 une convention pour 15 mois prenant effet le 1^{er} octobre 2014. Dans ce cadre, le PDAR devait financer (i) la sélection de deux variétés locales tolérantes à la mosaïque ; (ii) la mise en place de 15 ha de champs semenciers de manioc ; (iii) l'achat et la diffusion de 60 000 boutures de 02 variétés améliorées ; (iv) la formation de 40 personnes sur la reconnaissance et la gestion du BBTV ; et (v) l'élaboration et la diffusion des fiches techniques et guides pratiques. Le taux de réalisation global de ces activités est de 69,44%.

23. En prenant en compte les prévisions de ladite convention, la mission note avec satisfaction que 14 paysans semenciers retenus ont mis en valeur 17 ha de champs semenciers de manioc (113,33%), suivant la répartition suivante : 11 ha (64,71%) dans le Ntem, 03 (17,65%) dans le Woleu, 01 (5,88%) dans le Haut-Ntem, 01 (5,88%) dans l'Okano, et 01 (5,88%) dans le Haut Como. 72 000 boutures de variétés améliorées de manioc (120,00%) ont été distribuées et plantées dans lesdits champs. A ces boutures de 02 variétés améliorées : "0023" et "0326" (parfois confondue à la "8061" de l'IRAD) se sont ajoutées celles de 03 variétés locales de manioc ("attend demain", "Nsour Mbong", et "Mbong bone be gnung"). Les cinq (05) variétés sont donc en évaluation de performance sur le terrain. La visite de quelques champs semenciers a permis de constater que la séparation entre les différents traitements/variétés n'a pas toujours été matérialisée, ceci pourrait entraîner des confusions. *La mission recommande que les TAC appuient les paysans semenciers dans la matérialisation et la délimitation de chaque traitement à l'aide de panneaux sur lesquels seront inscrits les noms des variétés.*

24. Par ailleurs, la mission a également noté que les paysans semenciers et plus généralement, les producteurs de manioc, font état de la destruction des plantes par les rongeurs. Ainsi, certaines parcelles présentaient des plages totalement vides, sur lesquelles il faudrait procéder à des remplacements, éventualité qui n'a pas été prévue pour les champs semenciers. Cette situation est très préoccupante au regard des investissements consentis et dans la mesure où l'objectif de 17 millions de boutures en septembre 2015 pour emblaver 150 ha, risque de ne pas être atteint. De plus, la solution proposée par l'IITA qui consiste à entourer la parcelle d'une haie vive de manioc amer semble inopérante. *La mission recommande à l'UGP de saisir l'IITA sans délai pour la fourniture du matériel végétal de remplacement. La mission recommande que les paysans semenciers procèdent au nettoyage des abords de leurs champs et mettent éventuellement en place des pièges autour des champs.*

25. **Parcs à bois de manioc** : la mission constate que la PDAR a appuyé comme prévu, la mise en place par 07 paysans semenciers de 06 ha de parc à bois, répartis comme suit : 2,5 ha dans le Ntem (41,67%), 2 dans le Haut Ntem (33,33%), 1 dans le Woleu (16,67%), et 0,5 dans le Haut Como (8,33%).

26. Les figures ci-dessous présentent la distribution de la production du matériel végétal de manioc par département.

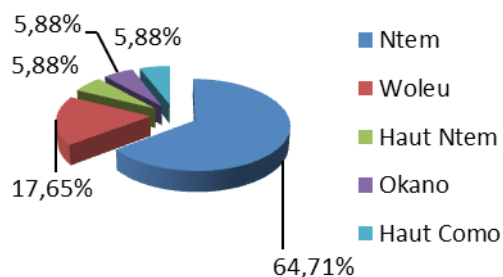


Figure 1 : Distribution des superficies de champs de manioc

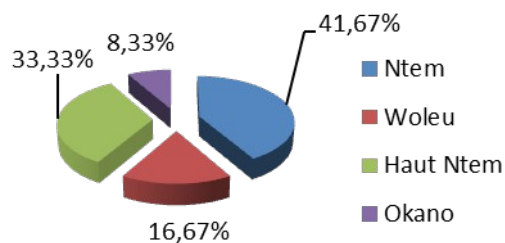


Figure 2 : Distribution des superficies de parcs à bois

27. **Dans le cadre de la filière banane**, le projet a signé en septembre 2014 avec le CARBAP, une convention qui court jusqu'en décembre 2015. Au titre de cette convention, le PDAR devait financer (i) la sélection des 03 meilleurs cultivars dans la zone du projet et la fourniture par le CARBAP d'une (01) variété performante de bananier ; (ii) la mise en place de 15 ha de champs semenciers ; (iii) la mise en place de 25 germoirs ; (iv) la fourniture de 7 000 vivo-plants complémentaires pour ensemercer les 15 ha de champs ; (v) le renforcement des capacités de 30 personnes ; et (vi) l'élaboration et la diffusion des fiches techniques et guides pratiques.

28. La mission constate que le taux global de réalisation de ces activités est de 40,94%. Le CARBAP a appuyé 12 paysans semenciers qui ont ensemercé 24 germoirs (96%). La répartition est la suivante : 16 (66,67%) dans le Ntem, 04 (16,67%) dans le Haut Ntem, 02 (8,33%) dans le Woleu, 01 (4,17%) dans l'Okano et 01 (4,17%) dans le Haut Como. Les 12 paysans semenciers ont été sélectionnés parmi 30 producteurs formés, en même temps que 22 autres personnes sur les techniques de conduite des germoirs de bananier, par le CARBAP dans les installations d'un des paysans semenciers de la zone du projet. La mission note également que 06 autres paysans semenciers accompagnés par le CARBAP ont mis en place 7,5 ha de champs semenciers sur les 15 prévus, soit 50%. La répartition géographique est la suivante : 3,5 ha dans le Haut Ntem (46,67%), 3 dans le Ntem (40,00%) et 1 dans le Woleu (13,33%). Du fait de l'indisponibilité des vivo-plants, variété "bâtard" au niveau du CARBAP, justifiée par le retard dans la signature de la convention, les plants utilisés (cultivar "ebang") ont été prélevés, sélectionnés et traités par le CARBAP, des parcelles mises

en place sous l'encadrement de la FAO sur le site de la Remboué, province de l'Estuaire (11 000 plants pour 6,5 ha) et sur des parcelles locales (pour 01 ha).

29. Dans le cadre de la poursuite de la collaboration avec le CARBAP, le PTBA 2015 prévoit la fourniture 13 000 plantules de vivo-plants pour la mise en place, en avril prochain, des 7,5 ha de champs semenciers de bananiers afin d'atteindre les 15 ha préalablement fixés en 2014. A cet effet, un paysan semencier a été identifié pour assurer leur acclimatation avant leur distribution au profit des autres paysans semenciers. *Afin de s'assurer que le rendez-vous sera tenu, la mission recommande que l'UGP relance le CARBAP et prenne d'ores et déjà toutes les dispositions nécessaires pour la livraison à la frontière Cameroun - Gabon.*

30. Les figures ci-dessous présentent la distribution de la production du matériel végétal de la filière banane par département.

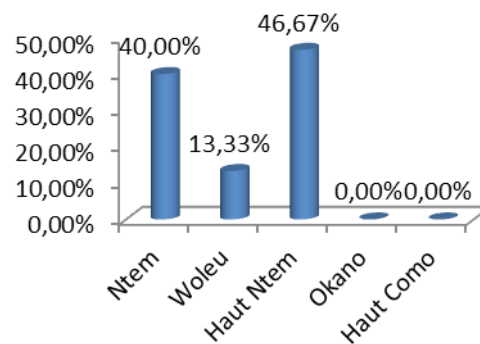
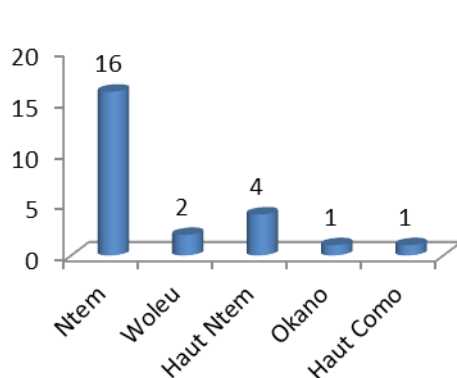


Figure 3 : Distribution des germoirs de vivo-plants.

Figure 4 : Distribution des champs semenciers de bananiers

31. La mission note qu'un effort est fait pour améliorer la disponibilité en matériel végétal⁴ et que la répartition géographique a été prise en compte afin de limiter les déplacements et/ou améliorer les délais d'approvisionnement en plants. Toutefois cette disponibilité reste faible dans le Haut Como et l'Okano. *La mission recommande de densifier l'activité dans les provinces qui sont encore à la traine.*

32. D'une manière générale, la mission relève avec satisfaction que l'activité de production du matériel végétal suscite un engouement particulier dans la zone d'intervention du Projet. En effet, la demande est de plus en plus forte surtout en ce qui concerne les plants de bananiers. Certains paysans semenciers sont en train de s'approprier cette activité de production de ces plants et d'en faire une entreprise importante majeure à travers l'intensification de la mise en place de germoirs et ce, sur financement propre.

II. Formations spécifiques

33. Dans le cadre de la convention avec le CARBAP, le PTBA 2014 prévoyait que le Projet finance la formation de 30 personnes sur la conduite d'une bananeraie/germoir, la reconnaissance des maladies/ravageurs du bananier, ainsi que sur la tenue du compte d'exploitation d'une bananeraie. La mission constate que cette activité a été réalisée en janvier 2015.

34. A la suite de cette formation, le PTBA 2015 prévoit que le projet appuie l'organisation d'une (01) session de formation de trois (03) jours sur la production et la protection du bananier, dans la zone du projet, à l'intention de 25 producteurs. Celle-ci sera animée par le personnel du projet ayant pris part à la formation organisée par CARBAP à Njombé au Cameroun, à savoir : la SPFA et 2 TAC.

⁴ Si le dispositif fonctionne bien, le PDAR attend en 2015 pour le manioc 600 000 boutures des parcs à bois et 17 000 000 des champs semenciers appuyés par l'IITA, et pour le bananier 127 500 vivo-plants de 10 germoirs ensemencés à partir de son financement sur les 24 mis en place avec l'appui du CARBAP. A ceci, il faut ajouter les 13 000 plantules attendues du CARBAP et 46 900 rejets à acheter à la Remboué. Le PDAR pourra ainsi mettre en place les 200 ha de manioc et les 109 ha de bananiers inscrits dans le PTBA 2015.

III. Mise en place de petites unités de transformation

35. La mission de supervision de mars 2014 avait recommandé au projet de procéder à la réparation des deux moulins préalablement mis à la disposition de deux groupements d'Abam Andock et de Melo. La présente mission a constaté que les deux moulins sont réparés. Celui de Melo a été installé et est fonctionnel tandis que des problèmes subsistent quant à l'installation de celui d'Abam Andock.

36. La mission recommande à l'UGP en partenariat avec la Direction régionale du Ministère en charge de l'agriculture de sensibiliser les groupements bénéficiaires des biens communautaires sur leur gestion et de faciliter l'installation du moulin d'Abam Andock. Au regard de l'augmentation significative de la production, le projet devra en outre engager des réflexions pour mailler les principaux bassins de production avec des unités de transformation arrimées au centre de groupage objet du financement complémentaire.

Sous composante A2 : Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières)

37. Le PTBA 2014 prévoyait la réalisation des activités suivantes : (i) tenue des ateliers de validation des projets ; (ii) aménagement des sites de production de banane ; (iii) achat et distribution des intrants ; (iv) réparation des moulins dont ont été dotées les unités de transformation de manioc évoquées ci-dessus ; et (v) formation sur la transformation du manioc en gari, amidon et fufou. La mission note que le taux de réalisation des activités de la sous-composante est de 73%.

38. La mission note que 3 ateliers de validation des microprojets ont eu lieu : 329 dossiers (117 dossiers de production du manioc et 212 dossiers de production de la banane) ont été examinés par le comité. 171 organisations des producteurs (OP) ont bénéficié de 217 microprojets au titre des première et deuxième campagnes agricoles 2014. A travers ces microprojets, 172,7 ha sur 300 prévus (soit 57,57%) et 290,8 ha sur 200 révus (soit 145,40%) ont été aménagés respectivement pour la production du manioc et de la banane. Du matériel végétal, des engrais, pesticides et lots de petits outillages agricoles ont été distribués. S'agissant particulièrement du matériel végétal, il convient de préciser qu'il provenait, pour la banane, des 24 germoirs, de la Remboué et des champs locaux, et pour le manioc, des parcs à bois de 2013. Enfin, les réparations des deux moulins inscrites dans le PTBA 2014 au titre de microprojets ont été effectuées, comme indiqué plus haut⁵.

39. La figure ci-dessous présente la distribution des microprojets de production par département et par filière dans la zone d'intervention du Projet.

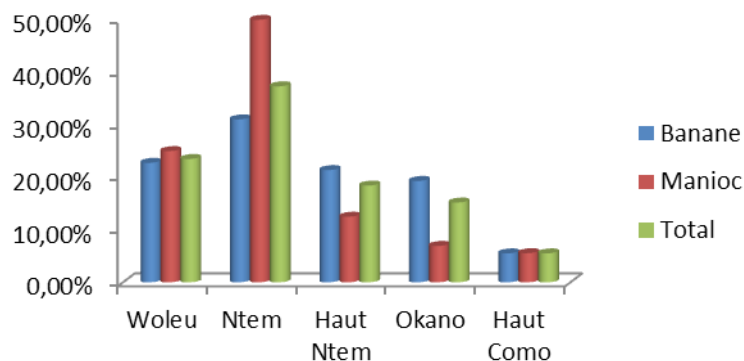


Figure 5 : Distribution des micro-projets 2014.

40. Les microprojets sont au centre de l'approche d'intervention du PDAR. La mission constate cependant que la base de données des microprojets, qui devait présenter une situation claire et permettre toute exploitation de ces données (réponses aux requêtes, extractions d'information, ...), est mal tenue. Les données sont saisies/présentées sous des formats différents, incomplètes, incohérentes (les noms des villages sont parfois écrits de manière différente – par exemple : la Hollande et Lahollande ; ACAB et GP ACAB - ...) et inutilement redondantes avec présence de doublons et de groupements reconstitués. La mission recommande que la base de données soit retravaillée sur un format Excel qui comportera au moins les champs (colonnes) suivants : numéro

⁵ Voir la section relative à la mise en place de petites unités de transformation.

d'ordre (séquentiel et non répétitif), année, date d'approbation du micro-projet, type d'appui (production, transformation, ...), nature de l'appui (aménagement, matériel végétal, ...), filière, superficie, nom du groupement (en évitant les doublons, au besoin ajouter un indice aux homonymes qui existent déjà), date de création du groupement, nom du village, nom du canton, nom du département, nom du président, contact téléphonique du président, nombre de membres, nombre d'hommes, nombre de femmes, nombre de jeunes.

41. Le nombre de groupements ayant bénéficié des appuis du projet semble tout de même avoir plus que doublé passant de 67 en 2013 à 171 en 2014. Cette tendance à la hausse peut être attribuée à la campagne de sensibilisation qui a été organisée courant 2014. Cependant, la mission note, à travers l'exploitation des documents fournis et des déclarations des parties prenantes (Superviseure, TAC, groupements) que certains groupements ont bénéficié à répétition des appuis du Projet dans la même filière ou dans les deux (banane ou manioc), sur le même segment (production ou semencier) et dans les mêmes conditions. Dans l'optique de l'autonomisation des OP, un bon diagnostic prenant en compte les marges générées par les précédents appuis pourrait induire une réduction de ressources allouées en cas d'appui additionnel accordé. En effet, en 2013 : 70,15% des OP avaient déjà bénéficié d'un appui. En 2014, ce pourcentage est 58,48%.

42. Les raisons couramment évoquées pour expliquer cette situation sont que ce sont les mêmes groupements qui sollicitent les appuis ou qui ont la motivation nécessaire, et que les jeunes désertent la campagne ou sont très peu motivés. Ceci non seulement peut affecter la pérennisation des acquis du projet, mais pourrait aboutir au phénomène de captage des appuis qui limite l'envergure du Projet en termes de nombre de bénéficiaires touchés et peut compromettre à terme la densification des productions dans le but de grouper une masse critique de producteurs autour des investissements structurants. *La mission recommande que les appuis ne soient octroyés en 2015 qu'à de nouvelles organisations.*

43. La figure ci-dessous présente, pour les années 2013 et 2014, la distribution des microprojets de production accordés aux anciennes et aux nouvelles OP bénéficiaires. En 2014, 146 MP ont été alloués à 100 anciennes OP bénéficiaires, soit une moyenne de 1,46 MP par OP.

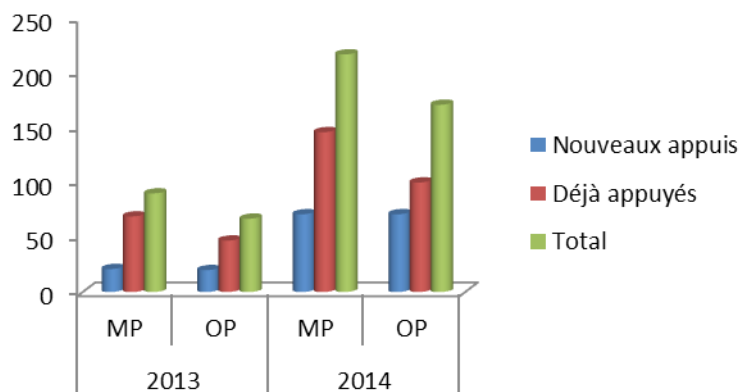


Figure 6 : Distribution des micro-projets.

44. Sur le plan technique, la mission constate à nouveau que les itinéraires techniques ne sont pas toujours maîtrisés ou appliqués (mauvais choix du site, trouaison sur le bananier ne respectant pas les normes, ...) par les producteurs. Certains d'entre eux, reconnaissent leurs manquements, bien qu'ayant été formés. Il n'en demeure pas moins que l'appui conseil de proximité que devraient assurer les TAC (à travers la promotion des paquets techniques et technologiques de qualité et adaptés) n'est pas toujours à la hauteur des attentes et ce, en dépit de leur redéploiement sur le terrain. *La mission réitère la recommandation de la dernière mission de supervision qui visait à engager les TAC sur des résultats précis en termes de nombre groupements accompagnés et de superficies des parcelles de production mises en place mais aussi en termes de qualité de l'encadrement pour mieux valoriser les investissements.*

45. La mission constate, dans le même temps, que le projet compte à son actif des effets remarquables, bien que faiblement rapportés/documentés. Ceci a été largement confirmé par la visite

de terrain⁶. On peut citer entre autres les revenus générés par la vente des productions (le prix de vente du plantain peut atteindre 500 à 600 FCFA le kilo), l'acquisition des biens, etc. Cependant, beaucoup de micro-projets sont laissés à l'abandon après la première récolte. Parmi les raisons évoquées figurent la mauvaise répartition du revenu généré (due par exemple à l'absence définition des conditions d'utilisation de la terre, ...) ; des difficultés dans l'organisation des tâches à certaines périodes ; la non implication de certains membres au cours de l'exécution des travaux, soit à cause de l'attentisme et de la quête permanente des appuis (absence d'entretien des parcelles parce que cette activité n'est pas appuyée, abandon de la production en champ, ...) ainsi que le fait que certains trouvent l'appui consenti par le PDAR faible. Tous ces constats semblent faire suite à des insuffisances dans les sensibilisations, animations et diagnostic lors de l'identification des microprojets. *La dernière supervision avait pourtant réitéré la recommandation du RPE qui stipulait que tout microprojet devait être approuvé sur la base d'un diagnostic, d'une monographie et de l'établissement d'un profil du microprojet. En n'appliquant pas cette recommandation, le Projet n'a pas contribué à limiter les conséquences de ces goulots d'étranglements.*

Sous Composante A3 : Appui à la commercialisation et la compétitivité des filières-cibles.

46. La dernière mission de supervision avait recommandé que toutes les activités de la sous composante soient inscrites dans le PTBA 2014 sous le financement du fonds additionnel. La mission constate que la plupart des activités proposées dans l'étude sur l'appui à la commercialisation et la compétitivité des filières cibles n'ont pas été prises en compte.

Activités sur fonds additionnel

47. L'entrée en vigueur du financement additionnel reste conditionnée par la ratification de l'Accord y relatif pour un montant de 5,4 millions \$ US par le Gouvernement Gabonais. En attendant, la procédure de recrutement d'un Volontaire VNU Spécialiste en Infrastructures est en cours, à la suite de l'échec des négociations entre le Projet et l'Ingénieur qui était pressenti aux fins de conduire les activités préparatoires. Ces activités consistaient à (i) l'actualisation de la liste des pistes à réhabiliter, certaines ayant déjà été réhabilitées par d'autres bailleurs ; (ii) l'identification des lieux d'implantation des magasins ; et (iii) la préparation des Dossiers d'Appel d'Offres.

Actions convenues	Responsables	Date limite
1. <i>Impliquer effectivement le personnel de la Direction Régionale du MAEPSA incluant les Chefs de Secteurs, en vue de la pérennisation des acquis du PDAR, en collaboration avec les TAC, dans l'appui au programme semencier.</i>	DP + SPF+SRC	<i>Immédiat</i>
2. <i>Appuyer les paysans semenciers dans la matérialisation et la délimitation de chaque traitement à l'aide de panneaux sur lesquels sont inscrits les noms des variétés.</i>	TAC	<i>Immédiat</i>
3. <i>Saisir l'IITA pour l'approvisionnement des paysans semenciers en boutures de remplacement.</i>	SPF	<i>Immédiat</i>
4. <i>Amener les paysans semenciers à nettoyer les abords des champs et à mettre en place des pièges autour des champs semenciers.</i>	TAC	<i>Immédiat</i>
5. <i>Relancer le CARBAP afin de s'assurer que le rendez-vous pour la fourniture des 13 000 vivopants sera tenu et prendre d'ores et déjà toutes les dispositions nécessaires pour la livraison à la frontière Cameroun - Gabon.</i>	SPF	<i>Immédiat</i>

⁶ Ces résultats sont encore assez fragiles et sont objet de menaces de plusieurs ordres : abandon des activités agricoles en faveur de celles à gain immédiat, destructions des champs par les pachydermes, etc.

Actions convenues	Responsables	Date limite
6. <i>Densifier la production du matériel végétal dans les provinces où elle est encore faible.</i>	SPF	Septembre 2015
7. <i>Sensibiliser les groupements bénéficiaires des biens communautaires sur leur gestion en partenariat avec la Direction régionale du Ministère en charge de l'agriculture.</i>	DP +SPF	Immédiat
8. <i>Faciliter l'installation du moulin d'Abam Andock</i>	DP +SPF	Immédiat
9. <i>Retravailler la base de données sur les micro-projet sur un format Excel qui comportera au moins les champs (colonnes) suivants : numéro d'ordre (séquentiel et non répétitif), année, date d'approbation du micro-projet, type d'appui (production, transformation, ...), nature de l'appui (aménagement, matériel végétal, ...), filière, superficie, nom du groupement (en évitant les doublons, au besoin ajouter un indice aux homonymes qui existent déjà), date de création du groupement, nom du village, nom du canton, nom du département, nom du président, contact téléphonique du président, nombre de membres, nombre d'hommes, nombre de femmes, nombre de jeunes.</i>	SPF	Juin 2015
10. <i>Octroyer les appuis en 2015 uniquement à de nouvelles organisations, et ce après un diagnostic, une monographie et l'établissement d'un profil du microprojet.</i>	CTAMF	Juillet 2015
11. <i>Engager les TAC sur des résultats précis en termes de nombre groupements accompagnés et de superficies des parcelles de production mises en place mais aussi en termes de qualité de l'encadrement (à travers la promotion des paquets techniques et technologiques adaptés) pour mieux valoriser les investissements.</i>	SPF	Immédiat

Composante B : Renforcement des capacités des acteurs

48. Les activités de renforcement des capacités menées par le PDAR procèdent principalement par des actions de sensibilisation, animation et formation adaptées afin de développer : (i) les compétences techniques et d'autogestion des membres et leaders des groupements de producteurs ainsi que celles des opérateurs privés et des microentreprises associées aux filières cibles ; et (ii) les capacités des partenaires prestataires publics et privés d'appui – conseil pour leur permettre de développer des services de qualité et des expertises adaptées aux besoins des producteurs dans les filières ciblées. Pour atteindre ces objectifs, les activités sont structurées autour de 2 sous-composantes : le renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements ; et le renforcement des capacités institutionnelles.

49. Le PTBA 2014 prévoyait la réalisation des activités suivantes: (i) acquisition d'équipements de sécurité, informatiques, bureautiques et numériques pour le superviseur ainsi que pour le service informatique de la province agricole, (ii) recrutement des consultants pour réaliser l'étude sur la stratégie et un plan de communication, l'étude sur la stratégie et un plan de formation, (iii) campagnes de sensibilisation des groupements des producteurs sur les opportunités du projet, (iv) signature d'un partenariat avec les radios locales, (v) production d'un film documentaire, (vi) formations des comités de gestion en planification, animation des OP, appui organisationnel, développement organisationnel,

approche filière et gestion des microprojets, (vii) participation à la foire agricole internationale de Libreville, (viii) visites et voyages d'échanges d'expériences entre les organisations paysannes, (ix) structuration des organisations paysannes en union, (x) enquête sur l'évolution des données de référence et des productions agricoles, (xi) appui à l'émergence d'opérateurs d'appui conseil, (xii) impression de fiches techniques sur les productions des filières, (xiii) production des dépliant, calendriers et brochures sur les activités du PDAR.

50. De manière globale, le taux de réalisation physique (66,44%) des activités de cette composante au titre du PTBA 2014 est satisfaisant. Ledit taux est de 72,04% pour la sous composante B1, renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements et 60,84% pour la sous composante B2 renforcement des capacités institutionnelles.

Sous Composante B1 : Renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements

51. En ce qui concerne les études spécifiques nécessaires au déploiement des activités d'accompagnement des bénéficiaires, la mission a noté que le document complémentaire de stratégie et plan de communication est désormais disponible et que certaines de ses recommandations ont commencé à être mises en application. Il s'agit notamment des réunions internes de l'UGP et celles UGP-TAC même si la mission a noté que la régularité de ces réunions n'est pas optimale ; le partenariat avec trois radios locales ainsi que la production de fascicules et de matériel promotionnel. La mission a également noté que l'étude sur la stratégie et le plan de formation a été réalisée.

52. Information et sensibilisation des groupements. Le PDAR a organisé, concomitamment avec la mission de supervision, des prises de vue et interviews des bénéficiaires et cadres de l'UGP et de la Direction Régionale du MAEPSA sur le terrain en vue de la réalisation d'un documentaire sur les résultats du projet. Ce travail de collecte d'éléments audio-visuels doit être complété avec les points de vue des responsables du MAEPSA à Libreville. Une meilleure préparation à saisir les opportunités de cette vitrine doit être envisagée. De plus, le PDAR, après avoir organisé des réunions d'information et de sensibilisation des autorités des cinq départements sur la mise en œuvre des activités, a également facilité la participation de représentants d'organisations de producteurs bénéficiaires à la foire agricole de Libreville en octobre 2014 permettant ainsi de donner une certaine visibilité aux réalisations du projet en matière de promotion et de développement des filières de production de banane plantain et de manioc. L'UGP a signifié à la mission que le stand du PDAR a attiré plus de visiteurs hommes (355 contre 250) et femmes (423 contre 250) qu'espéré. Les contacts utiles pris par les producteurs pour fluidifier à l'avenir l'écoulement de leurs productions devraient être valorisés lors des prochaines opérations commerciales.

53. La mission a noté avec satisfaction que le PDAR a, dans le cadre du suivi des recommandations de la dernière mission de supervision, signé trois conventions avec Radio Maria (Oyem), RTG 9 (Oyem) et Radio Nord Sud (Bitam) ; organisé trois campagnes de sensibilisation qui, selon les rapports du projet, ont permis de sensibiliser 1 915 personnes (1 036 hommes et 879 femmes incluant 337 jeunes). De plus, le PDAR a intensifié les actions médiatiques avec la presse locale et produit de nombreux outils de formation et de communication (fiches techniques, dépliant, brochures, etc.). *La mission recommande d'intégrer dans les émissions thématiques les aspects de commercialisation (ventes groupées, informations sur les prix, etc.) et de gestion des exploitations/microentreprises agricoles (enregistrement des entrées et sorties, sécurisation des fonds, investissements, etc.).*

54. Pour une plus grande audience auprès des producteurs, indépendamment des considérations techniques (aires de couverture selon les localités), ou conjoncturelles (décalage entre les heures d'émission et de disponibilité des auditeurs), *la mission recommande également que le programme de chaque radio soit communiqué aux TAC de sa zone de couverture pour l'information des producteurs et leur incitation à y contribuer et favoriser une meilleure visibilité de leurs activités.*

55. La mission réitère le constat de la mission de mars 2014 à savoir que la mise en œuvre du plan de communication requiert la disponibilité d'une expertise à temps plein. La mission a noté que des démarches ont été entreprises par le projet dans ce cadre. *A cet effet, la mission recommande de poursuivre et finaliser ce processus.*

56. Développement des capacités des paysans relais et membres des comités de gestion des groupements de producteurs. La mission a noté avec satisfaction que le projet a doté les paysans-relais au-delà de l'effectif ciblé (34 par rapport aux 25 ciblés) d'équipements et fournitures pour le suivi des exploitations. En matière de formation, la mission a noté que les paysans-relais ont été formés en animation et développement organisationnel ainsi qu'en approche filière et gestion de microprojet. Les membres des comités de gestion ont été formés en animation et développement organisationnel ainsi qu'en planification et gestion financière. La mission note avec satisfaction la pertinence des regroupements de thèmes et de publics opérés. Une analyse plus approfondie de la participation des acteurs aux différentes sessions a permis de faire certains constats et suggestions.

57. La mission a noté que sur un total de 171 OP accompagnées en 2014 dont 71 nouvelles, 69 ont bénéficié d'un renforcement de capacités à travers la formation d'un ou plusieurs de leurs membres dans trois thématiques fondamentales. Dans ce lot, 21 OP ont participé à une seule session, 25 à deux formations et 23 aux trois formations.

58. La mission confirme que le renforcement des capacités des paysans relais en **animation et développement organisationnel** est venu combler un déséquilibre par apport à leurs tâches prédominantes d'appui technique. Cette thématique destinée à la fois aux paysans relais et aux membres de comités de gestion visait 25 paysans relais et 50 membres de comité de gestion. Elle a permis de toucher un nombre plus élevé de groupements (59) et de participants (83). Sur une liste de 59 OP représentées, seulement 21 ont désigné deux représentants comprenant un membre de comité de gestion et un paysan relais, 3 ont délégué deux membres de CG, 25 ont délégué un membre du CG, et 10 un paysan relais. Sur ce total de 83 personnes formées, la participation féminine de 28 bénéficiaires dont 9 paysannes relais est plus conforme à la proportion recherchée entre paysans relais et membres de CG. Celle des personnes âgées de 60 ans et plus (21) est largement supérieure à celle des jeunes de moins de 35 ans (10) et reflète bien la réalité du vieillissement de la population rurale. Il faut rappeler que ces catégories d'acteurs : personnes âgées, femmes, jeunes et pygmées constituent les 4 groupes-cibles de petits producteurs du PDAR.

59. La mission a noté que certains leaders cumulent les fonctions de membre de CG (président, secrétaire ou trésorier) et de paysan relais et bénéficient de ce fait de l'accès préférentiel aux formations, ce qui a pour effet de renforcer leur position dominante dans la gestion des activités de leurs OP. Quelle qu'en soit la motivation, ces prérogatives devraient s'accompagner d'un engagement des futurs bénéficiaires de formation à concourir à leur démultiplication au profit des groupements délégateurs, et plus largement des destinataires tous azimuts du PDAR. Il convient de veiller à l'utilisation régulière et conforme des outils reçus pour une pleine appropriation par les binômes de paysans relais, sachant que la formation n'a généralement bénéficié qu'à l'un des deux théoriquement désignés par chaque OP.

60. En effet, les formations doivent être suivies du partage systématique des connaissances acquises avec les autres membres des groupements comme facteur d'enrichissement mutuel plutôt que personnel. La mission note que les représentants d'OP doivent passer d'une situation de consommateurs de formation à une fonction de vecteurs de connaissances utiles au progrès de leur milieu. Cette démocratisation du savoir s'impose pour mieux assurer que l'investissement en renforcement de capacités produise l'impact voulu : susciter un effet d'entraînement collectif favorable au mouvement coopératif dans la zone d'intervention du PDAR. *La mission recommande que les actions futures de formation soient mieux organisées pour permettre une sélection plus judicieuse et équitable des bénéficiaires selon les zones d'intervention, le genre, les rôles et responsabilités des participants au sein de l'organisation, le type d'OP (individuelle, familiale, coopérative, niveau de structuration, etc.) par filière.* Dans une perspective d'autopromotion des OP, *la mission recommande également à l'UGP de consulter, en collaboration avec la Direction Régionale du MAEPSA, les acteurs antérieurement formés grâce au PDAR sur l'opérationnalisation d'une formule de transfert gratuit ou à faible coût des connaissances déjà acquises. Cette démultiplication se ferait avec le concours des bénéficiaires récents au profit des producteurs en attente de renforcement de leurs capacités dans les mêmes domaines.*

61. La formation en planification et gestion financière a concerné au total 47 groupements à travers 49 personnes formées sur 50 prévues. Les critères de désignation des membres à former tels que communiqués par le projet portaient sur le lettrisme, l'influence au sein du groupement et la participation active aux activités de celui-ci. Il appartenait donc à chaque OP de désigner ses représentants. A l'exception de l'OP AWOANE qui y comptait la présence de son bureau complet avec trois participantes, la mission a noté la très forte présence de président(e)s, et vice-président(e)s et rarement celle des trésorier(e)s des OP. Le pouvoir de ces derniers au sein des groupements en sera renforcé, sans l'avantage d'être éventuellement éclairés par les avis divergents des collaborateurs. Toutefois, lors des visites de terrain, la mission a constaté à NKAR I que le président de Nouvelle Création qui y avait participé seul a transféré ses connaissances au secrétaire qui détenait le cahier de suivi utilisé durant la formation.

62. Les Techniciens d'Appui Conseil (TAC) du PDAR doivent davantage assurer le processus de transfert de savoirs, aptitudes et attitudes des paysans bénéficiaires afin de favoriser la durabilité des réalisations du projet. La mission a noté avec satisfaction que les TAC ont pris part à la formation en planification et gestion financière. La mission recommande que les *TAC intègrent la prise en compte de l'application des acquis de cette formation en planification et gestion financière dans leurs activités de suivi sur le terrain* (constater que les paysans formés ont procédé à une restitution de la formation aux autres membres, vérifier que les outils de gestion administrative ou financière et comptable sont effectivement compris et régulièrement renseignés par le membre compétent du comité de gestion et, au besoin, leur apporter le soutien nécessaire, encourager les comités de gestion à des auto-évaluations périodiques de leur planning d'activités pour mesurer les écarts entre les prévisions et les réalisations, les objectifs et les résultats, en vue d'une meilleure prise de décision sur les méthodes et les moyens employés, stimuler l'émulation entre OP du projet en matière de performance institutionnelle et d'efficacité socio-économique en lien avec les obligations statutaires annuelles de dépôt de rapport d'activités, bilan, programme d'activités prévisionnel et budget notamment, à l'instar des compétitions entre producteurs exposant à la foire de Libreville). Les prix à décerner seraient exprimés en nature – équipement additionnel – ou en crédit formation de recyclage ou de renforcement d'autres producteurs du réseau provincial. *Pour ce faire, la mission recommande également au projet de procéder au remplacement des équipements de sécurité des 15 TAC.*

63. La mission confirme que les visites de terrain effectuées mettent encore en relief la faiblesse du projet en matière d'organisation des producteurs. Le projet met l'emphasis sur la tenue des assemblées constitutives des groupements et leur formalisation. En matière d'animation interne, d'organisation et de gestion des activités, les résultats sont mitigés et les moyens de vérification très peu disponibles. La mission a noté avec satisfaction que la reprise en mai 2014 de la première formation donnée aux TAC en janvier 2014 sur le processus de formalisation et les outils d'accompagnement des producteurs à l'organisation/structuration leur a permis une réelle maîtrise du processus pour un meilleur accompagnement des OP. Leurs compétences ont été renforcées avec la formation en approche filière et gestion des microprojets et le seront davantage avec le superviseur à travers les séances d'appropriation des divers outils de gestion dispensés dans les sessions dont ils n'ont pas bénéficié.

64. La mission a noté avec satisfaction que le PDAR a impliqué le Chef de Service de la Réglementation et du Contentieux du MAEPSA dans la formation sur la structuration. Bien plus, à la faveur de la Loi des Finances 2015 en République Gabonaise, les coûts reliés à la formalisation des OP naguère prohibitifs ont connu une baisse très significative et sont passés de 130 000 FCFA à 20 000 FCFA pour les coopératives avec conseil d'administration et 10 000 FCFA pour les coopératives simplifiées. La mission note que ces facteurs facilitants vont permettre au PDAR qui, dans la situation actuelle a accompagné la formalisation de 20 OP sur les 50 ciblées, d'aller au-delà de cette valeur cible. Cependant, la mission insiste sur l'importance du renforcement de l'organisation interne des OP qui dans la plupart des cas, sont restreintes à leurs cellules familiales. *La mission recommande à l'UGP de s'appuyer sur les exigences de gestion des microprojets pour organiser des actions collectives favorisant la mobilisation de tous les membres des groupements.*

65. Visites et échanges d'expériences entre groupements de producteurs. Dans le cadre du partage d'expérience entre les producteurs, 4 visites d'échange se sont tenues. Les rapports du projet font ressortir que 63 producteurs y ont pris part. Ce mécanisme de formation par les pairs est efficace

car il permet à certains producteurs de dupliquer les bonnes pratiques de culture voire de gestion de leurs exploitations.

66. Appui à l'émergence d'opérateurs privés et de microentreprises. Cette activité vise à atténuer les effets du vieillissement des populations rurales sur les réalisations du PDAR. La mission a noté que le PDAR a effectivement recensé 38 prestataires conformément à leur spécialité et leur localisation géographique. Cependant la mission a noté un risque, à travers une implication directe du projet dans la gestion de ces prestataires, de céder à la surenchère sur les prix pratiqués dans les villages ciblés. *Aussi, la mission a-t-elle recommandé de maintenir les contributions actuellement plafonnées par le PDAR pour tous les anciens bénéficiaires de microprojets. Cependant la mission recommande au projet de relever, sur la base du rapport diagnostic spécifique, à un niveau acceptable ces montants pour les travaux de défrichement, abattage et tronçonnage dans le cas d'une nouvelle OP bénéficiaire qui fait face à ces travaux dans une forêt primaire.*

Sous Composante B2 : Renforcement des capacités institutionnelles.

67. Renforcement des capacités des cadres de la Direction Régionale du MAEPSA : la mission a noté avec satisfaction que des cadres de la Direction Provinciale du MAEPSA ont suivi des formations sur la formalisation/structuration, planification et gestion financière ainsi que approche filière et gestion des microprojets.

68. Appuis au service statistique provincial : la mission a noté avec satisfaction que des cadres de ce service ont suivi des formations sur l'utilisation de l'outil informatique et le suivi des marchés agricoles. De plus, les documents du projet indiquent que 4 agents de la province agricole ont été formés à l'administration de l'enquête et que parmi eux, 2 y ont participé comme enquêteurs.

69. *La mission a déploré l'absence d'organismes d'appui au développement agricole et rural qui pourraient assurer les fonctions d'accompagnement incluant des appuis-conseils mais recommande à l'UGP de continuer à explorer les possibilités existantes ou qui pourraient se présenter jusqu'à l'achèvement du projet.*

70. *La mission recommande qu'une cartographie des personnes ressources internes au projet en matière de renforcement de capacités soit élaborée dans les meilleurs délais pour avoir une perception exacte de leurs concentrations par département, zone, village, groupement, individu formé avec le soutien du PDAR.*

71. La mission note qu'avec la position confortable du projet en matière d'appui à la production, les principaux défis restent ceux de renforcement des organisations tant dans leurs fonctions techniques que stratégiques afin de pérenniser les acquis du projet et entrevoir des effets et impact durables. Pour ce faire, *la mission recommande à l'UGP d'examiner les possibilités d'une formation du responsable de la composante renforcement des capacités par exemple auprès d'un de ses pairs d'un projet FIDA évoluant dans un contexte de mouvement coopératif dynamique en milieu rural africain.* Les objectifs de ce voyage de partage d'expériences intégreront des aspects de structuration des organisations paysannes et d'organisation des filières locales en matière de commercialisation. Les acquis seront d'autant mieux rentabilisés qu'il pourra bénéficier de l'expertise du spécialiste en gestion des connaissances/communication qui sera recruté.

Actions convenues	Responsables	Date limite
12. <i>Intégrer dans les émissions thématiques les aspects de commercialisation (ventes groupées, informations sur les prix, etc.) et de gestion des exploitations/microentreprises agricoles (enregistrement des entrées et sorties, sécurisation des fonds, investissements, etc.).</i>	SRC	<i>Immédiat et continu</i>

Actions convenues	Responsables	Date limite
13. Communiquer le programme de chaque radio aux TAC de sa zone de couverture pour l'information des producteurs et leur incitation à y contribuer et favoriser une meilleure visibilité de leurs activités.	SRC	Immédiat et continu
14. Poursuivre et finaliser le recrutement d'un spécialiste en gestion des connaissances/communication	Directeur du Projet (DP)	Juin 2015
15. Mieux organiser les actions futures de formation pour permettre une sélection plus judicieuse et équitable des bénéficiaires selon les zones d'intervention, le genre, les rôles et responsabilités des participants au sein de l'organisation, le type d'OP (individuelle, familiale, coopérative, niveau de structuration, etc.) par filière.	SRC	Immédiat et continu
16. Consulter, en collaboration avec la Direction Régionale du MAEPSA, les acteurs antérieurement formés grâce au PDAR sur l'opérationnalisation d'une formule de transfert gratuit ou à faible coût des connaissances déjà acquises.	SRC	Juin 2015
17. Intégrer la prise en compte de l'application des acquis de la formation en planification et gestion financière dans leurs activités de suivi sur le terrain	TAC	Immédiat et continu
18. Remplacer les équipements de sécurité des 15 TAC.	DP	Juin 2015
19. S'appuyer sur les exigences de gestion des microprojets pour organiser des actions collectives favorisant la mobilisation de tous les membres des groupements.	DP+ SRC+SPF	Immédiat
20. Maintenir les contributions actuellement plafonnées par le PDAR pour tous les anciens bénéficiaires de microprojets. Cependant la mission recommande au projet de	DP+ SRC+SPF	Immédiat et continu
21. Relever, sur la base du rapport diagnostic spécifique, à un niveau acceptable ces montants pour les travaux de défrichement, abattage et tronçonnage dans le cas d'une nouvelle OP bénéficiaire qui fait face à ces travaux dans une forêt primaire.	DP+ SRC+SPF	Immédiat et continu
22. Continuer à explorer les possibilités existantes ou qui pourraient se présenter jusqu'à l'achèvement du projet en matière de présence d'organismes d'accompagnement du développement agricole et rural dans la zone du projet.	DP	Immédiat et continu
23. Faire une cartographie des personnes ressources internes au projet en matière de renforcement de capacités pour avoir une perception exacte de leurs concentrations par département, zone, village, groupement, individu formé avec le soutien du PDAR.	DP+ SRC+SPF+RSE	Juillet 2015 et continu
24. Examiner les possibilités d'une formation du responsable de la composante renforcement des capacités par exemple auprès d'un de ses pairs d'un	DP	Septembre 2015.

Actions convenues	Responsables	Date limite
<i>projet FIDA évoluant dans un contexte de mouvement coopératif dynamique en milieu rural africain.</i>		

C. Performance de la mise en œuvre du projet

72. Gestion du projet. La mission a noté avec satisfaction que l'équipe du projet est consciente des enjeux et des défis à relever et est effectivement engagée à assurer de meilleures performances au projet. La mission a salué la traduction concrète de cette volonté dans l'exécution technique des activités du projet en 2014.

73. La mission a de manière générale apprécié le système managérial du projet comme étant modérément satisfaisant. La direction du projet utilise des outils d'analyse de la performance des différents acteurs dans l'exécution des tâches définies. L'évaluation des techniciens d'appui conseil (TAC) telle que recommandée a été effectivement menée. La direction du projet organise des réunions de coordination pour mieux gérer les activités. Cependant la tenue des réunions n'est pas systématiquement documentée. L'UGP déclare tenir des réunions mensuelles internes ainsi que des réunions trimestrielles élargies aux TAC. La mission n'a pu avoir que les comptes rendus des réunions de l'UGP pour janvier et février 2015. Cette situation affecte la gestion globale du projet car elle fait ressortir des insuffisances en matière de travail en équipe. Ce fait est également perceptible au regard des défis de planification intégrée des activités du projet qui ne permet pas de faire une lecture transversale des réalisations techniques et du traitement administratif, financier et comptable en appui.

74. La mission réitère la recommandation à la direction de tenir des réunions de direction hebdomadaires avec les cadres, des réunions de coordination mensuelles avec les cadres et le personnel d'appui au sein de l'UGP et enfin des réunions de coordination trimestrielle élargies aux TAC. Chaque réunion devra être assortie d'un tableau de compte rendu, précisant pour chaque point discuté, les actions à prendre, le responsable et les délais. L'utilisation du tableau de bord pour le suivi de l'exécution technique, de l'exécution financière et de la trésorerie devra aussi être instituée : tableau de suivi de l'exécution du PTBA, tableau de suivi des marchés, situation des engagements à solder, tableau de suivi de l'exécution des engagements, tableau récapitulatif de la performance, état de reconstitution du compte spécial, état de rapprochement bancaire.

75. En matière de ressources humaines, la mission a noté que l'UGP a pris des dispositions pour le remplacement du TAC démissionnaire.

76. Suivi-évaluation. Les activités liées au suivi évaluation pour l'année 2014 consistaient à i) la réalisation d'une enquête sur la situation actuelle des données de référence du projet conjointement avec l'enquête sur l'évolution de la production agricole, ii) la capitalisation des actions du projet en faveur des femmes et des jeunes, iii) la tenue des réunions et missions de supervision du comité national de pilotage et de suivi (CNPS) et des comités d'approbation des microprojets de filières (CTAMF). A date, la mission a constaté la réalisation de différentes activités suscitées. La mission a également noté que le projet bénéficie des appuis des Services du MAEPSA pour le Woleu-Ntem et fait montre d'une bonne collaboration avec les Autorités Administratives de la Province.

77. Enquête sur la situation actuelle des données de référence du projet conjointement avec l'enquête sur l'évolution de la production agricole, prévue pour le mois de juin, elle n'a pu être réalisée qu'en octobre. Les résultats de l'enquête fournissent une base de données exploitable sous plusieurs angles d'analyse. Par exemple il en ressort que la proportion des ménages pauvres dans la zone du projet est passée de 66,5% en 2010 à 41,8% en 2014; les plantations de cultures vivrières suivies par le projet représentent 93,3% (contre 64,2% en 2010) de l'ensemble des plantations de cultures vivrières. Cependant, il est à noter que certains effets et bénéfices du projet portant sur i) l'augmentation annuelle des productions agricoles, ii) la réduction des pertes post récoltes, iii) la réduction des coûts de transaction, ne sont pas bien ressortis.

78. *La mission recommande, et en considérant 2014 comme dernière année prévue de mise en œuvre du projet sur fonds de prêt initial, que ces informations soient mieux présentées et mises comme additif au rapport de l'étude afin de mieux percevoir les effets du projet. Ce travail de relecture pourra permettre d'en faire une publication scientifique dont les données alimenteront les analyses des prochaines formulations de projets.*

79. La même étude a apprécié les indicateurs SYGRI de niveau 3. Il en ressort que : i) 2716⁷ ménages ont un niveau de vie élevé, contrairement à 1563 en 2010, ii) l'insuffisance pondérale des enfants a baissé alors que la malnutrition aigüe a augmenté surtout chez les filles; il en est de même pour le pourcentage des filles chroniquement mal nourries. Dans un contexte où les ménages n'ont pas connu de disette, à l'analyse, ces différences peuvent être liées à la période de réalisation de l'étude se situant en cours de deuxième campagne agricole, pendant laquelle les récoltes de la première campagne sont généralement épuisées et les cultures de deuxième campagne encore en champ.

80. **Outils de collecte des informations.** Après le re-paramétrage de l'application en ligne du SSE en début 2014, la réactualisation des outils de collecte des données a été nécessaire pour les adapter aux besoins d'informations permettant d'améliorer le reporting. Lors d'un atelier de partage organisé par l'UGP en Avril, les outils ont été revus par les TAC et les responsables de composantes. Les fiches adoptées retenues sont :

- i) les fiches de suivi des exploitations agricoles, les fiches de collecte de données sur les marchés et contrats conclus par les microentreprises, les fiches de suivi des parcs à bois, les fiches des germoirs, les fiches de suivi du cycle des germoirs et rejets (sevrage, distribution des vivo plants); et;
- ii) les cahiers contenant des informations sur : le groupement (son nom, sa date de création, les noms et années de naissance des membres), la production, le matériel végétal, les prestations réalisées, la tenue des réunions, etc.

81. La mission a apprécié l'existence de ces cahiers qui sont la propriété du groupement, contrairement aux fiches qui sont remontées mensuellement ou trimestriellement (selon une périodicité arrêtée mentionnée dans les différentes fiches) à l'UGP pour exploitation, il faut également noter l'existence d'autres cahiers fournis ultérieurement aux groupements par le projet pour la collecte des informations. Ainsi et afin d'éviter la multiplicité de ces outils, les risques liés au non remplissage de ces derniers par les bénéficiaires, *l'UGP veillera à travers les responsables de composantes et le RSE à amener chaque groupement à acquérir grâce à ses propres ressources un registre qui rassemblera les informations pertinentes sur son identification et la conduite de ses activités. Les interactions entre les responsables des deux composantes techniques et les autres cadres de l'UGP devront être assurées pour que les registres soient harmonisés et renseignent toutes les composantes en fonction de leurs centres d'intérêts. La mission rappelle que le suivi de la tenue de ce registre est pris en compte dans la recommandation mentionnée plus haut en ce qui est du suivi dévolu aux TAC et par extension à l'UGP.*

82. **L'application de suivi évaluation** est fonctionnelle. Le renseignement se fait mensuellement sur la base des informations fournies par les responsables de composantes. Seulement, la transmission tardive des rapports et informations attendus du terrain retarde sa mise à jour. La mission a noté que le plan de passation de marchés du projet suivi à travers l'application est régulièrement mis à jour par le RAF.

83. La mission a également constaté des erreurs dans l'estimation des taux de réalisation des activités, liées entre autres au fait que l'assurance qualité des informations générées par l'application n'est pas assurée par les différents acteurs d'une part, et que cette application n'est pas systématiquement utilisée comme outil de travail par l'UGP qui devrait l'examiner de manière participative lors des réunions de coordination pour l'évaluation et la planification des activités d'autre part. En définitive, les informations fournies par le SSE permettent de renseigner l'effectivité des activités avec une certaine marge d'erreur, mais les dites informations devraient davantage fournir des analyses pertinentes susceptibles de guider la prise de décision. *La mission recommande l'utilisation effective de l'application de SSE comme outil de planification et de suivi de l'exécution des activités*

⁷ Cf. Rapport Sygri PDAR 2014, niveau 3

lors des réunions de coordination et réitère la nécessité de son utilisation par tous responsables du projet.

84. La visibilité des appuis du projet notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des microprojets est inexistante. La présence des champs exploités grâce à l'appui du projet, des parcs à bois ou même des germoirs et champs semenciers n'est pas signalée. Il devient impossible aux personnes qui seraient intéressées d'avoir la connaissance des opportunités offertes par les parties prenantes du projet. *La mission recommande la mise en place d'une stratégie de visibilité des appuis du projet sur le terrain, notamment par des panneaux signalétiques des plantations, germoirs, parcs à bois indiquant les variétés de manioc et de banane disponibles.*

85. Le projet dispose d'un site Web dont les informations sont obsolètes. Les articles en ligne sont ceux des activités de 2010-2011; les annonces/appels d'offres remontent à février 2014 (recrutement du spécialiste en génie rural); les rapports d'études ne sont pas disponibles. Ce constat remet en question le niveau d'exécution du plan de communication⁸ du projet à l'endroit du grand public.

86. La mission réitère la recommandation sur le recrutement d'un spécialiste en gestion des connaissances/ communication, ou d'une assistance ponctuelle qui appuiera spécialement le responsable de la composante renforcement des capacités et le RSE notamment sur la gestion du site web (astuces pour rédaction des brèves, articles, prise de photo, la confection des supports de communication tels les plaques signalétiques des microprojets, etc.).

87. Genre. Les filières visées par le PDAR sont celles qui impliquent principalement les femmes. La mission a noté que l'UGP a amélioré le système de collecte des données sur les actions ciblant les femmes et jeunes. Les données du projet indiquent que les activités du PTBA 2014 ont bénéficié à 2461 femmes sur un total de 5 215 bénéficiaires, soit en valeur relative 47,2%. Ce résultat se situe autour des 50% ciblés par le PDAR. L'enquête sur l'évolution des données de référence a fait ressortir les effets du PDAR sur l'intégration socio-économique des femmes. A titre d'illustration, il en ressort qu'en 2014, 96% des femmes sont formées en agriculture contre 4% en 2010. Sur la même période, la proportion des femmes chefs de ménages est passée de 8,4% à 42,4% ; le taux d'occupation des femmes dans l'agriculture a été réduit, passant de 71,5% à 57%, ce qui implique qu'elles diversifient davantage leurs activités.

88. Gestion des savoirs. Le PDAR a introduit au niveau des groupements la technique de multiplication rapide de rejets de bananier plantain. L'adoption de la technologie de multiplication du matériel végétal couplée aux voyages d'études a pratiquement révolutionné le paysage agricole de la région et promu de nouveaux producteurs semenciers. Cette innovation est une contribution indéniable à l'augmentation de la productivité agricole dans la zone du projet.

89. Pauvreté : Les activités du projet portent effectivement sur les impératifs de réduction de la pauvreté. Il importe cependant que le PDAR analyse la possibilité de faciliter des processus d'entraide communautaire entre les anciens et nouveaux bénéficiaires afin de susciter plus de participation des producteurs à très faibles revenus.

90. Ciblage : Le PDAR cible les petits producteurs. Dans sa zone d'intervention, le projet fait face au vieillissement de la population rurale dans un contexte d'exigence d'un important capital d'énergie pour les travaux de production agricole. Le projet, en apportant, notamment à travers les microprojets, un soutien concret aux producteurs, réduit de fait la pénibilité de leur travail. Cela crée un effet de levier qui, à peine de générer un impact négatif sur la résilience de ces producteurs, devrait être soutenu par des dispositifs d'accompagnement à la gestion des exploitations suivant les normes requises. C'est dans ces conditions que les bénéficiaires pourront durablement mettre en place une épargne consacrée au financement de leurs activités agricoles.

⁸ PDAR, Stratégie et plan de communication, avril 2014.

Actions convenues	Responsables	Date limite
25. <i>Tenir des réunions de direction hebdomadaires avec les cadres, des réunions de coordination mensuelles avec les cadres et le personnel d'appui au sein de l'UGP et enfin des réunions de coordination trimestrielle élargies aux TAC.</i>	DP	<i>Immédiat et continu</i>
26. <i>Utiliser le tableau de bord pour le suivi de l'exécution technique, de l'exécution financière et de de la trésorerie.</i>	DP	<i>Immédiat et continu</i>
27. <i>Mieux présenter dans le cadre de l'enquête sur l'évolution des données de référence les informations sur :</i> i) l'augmentation annuelle des productions agricoles, ii) la réduction des pertes post récoltes, iii) la réduction des coûts de transaction, et iv) une meilleure insertion des femmes, des jeunes et autres populations vulnérables ne sont pas ressorties <i>et les mettre comme additif au rapport de l'étude afin de mieux percevoir les effets du projet.</i>	RSE	<i>Immédiat</i>
28. <i>Examiner la possibilité de faire une publication scientifique à partir des résultats de l'enquête sur l'évolution des données de référence et de la production agricole.</i>	DP+RSE+Direction Générale de la Statistique+SPF+SRC	<i>Immédiat</i>
29. <i>Veiller à travers les responsables de composantes et le RSE à amener chaque groupement à acquérir grâce à ses propres ressources un registre qui rassemblera les informations pertinentes sur son identification et la conduite de ses activités.</i>	SPF+SRC+RSE	<i>Juin 2015</i>
30. <i>Harmoniser les registres afin qu'ils renseignent toutes les composantes en fonction de leurs centres d'intérêts.</i>	SPF+SRC+RSE	<i>Juin 2015</i>
31. <i>Utiliser effectivement de l'application de SSE comme outil de planification et de suivi de l'exécution des activités lors des réunions de coordination, et par tous responsables du projet pour leurs activités.</i>	DP+RAF+SPF+SRC+RSE	<i>Immédiat et continu</i>
32. <i>Mettre en place une stratégie de visibilité des appuis du projet sur le terrain, notamment par des panneaux signalétiques des plantations, germoirs, parcs à bois indiquant les variétés de manioc et de banane disponibles.</i>	SPF	<i>Immédiat et continu</i>
33. <i>En attendant le recrutement d'un spécialiste en gestion des connaissances/communication, fournir une assistance ponctuelle qui appuiera spécialement le responsable de la composante Renforcement des Capacités et le RSE, également sur la gestion du site web (astuce pour rédaction des brèves, articles, prise de photo...), la confection</i>	SRC+RSE+Consultant	<i>Avril 2015</i>

Actions convenues	Responsables	Date limite
<i>des supports de communication tels les plaques signalétiques des microprojets, etc.</i>		

D. Gestion financière

91. La présente mission de supervision a mené une évaluation du système de gestion financière du projet afin de vérifier d'une manière générale sa conformité avec les exigences du FIDA en matière de risque fiduciaire et de performances financières et en particulier l'application correcte et de façon continue des règles et principes de gestion convenus en vue d'une gestion efficace et efficiente des ressources financières et actifs du projet. Bien que des efforts significatifs aient été constatés au niveau des comptes rendus financiers, la mission note des insuffisances dans la gestion financière du projet notamment des faiblesses du contrôle interne dans la contractualisation et la gestion financière des activités. La planification technique et financière des activités pour éviter les tensions de trésorerie, demeure un défi. Au regard des insuffisances constatées le niveau de risque fiduciaire associé au projet a été évalué comme élevé et le niveau de performance de la gestion financière est modérément insatisfaisant.

92. **Structure organisationnelle et administrative.** La structure administrative du PDAR est toujours celle prévue et reste adéquate pour la mise en œuvre du projet. Cette structure devrait être complétée avec le recrutement d'un spécialiste en infrastructure et d'un spécialiste en passation des marchés dans le cadre du financement additionnel. Toutefois, la mission note que la révision du manuel des procédures administratives, financières et comptables, engagée depuis plus d'un an reste inachevée. Les orientations données par la dernière mission de supervision en matière de ségrégation des tâches entre le RAF, le Comptable et l'Assistant administratif et comptable restent valables. Aussi, les aspects liés à (i) l'intégration dans l'organigramme des spécialistes en infrastructures et en passation des marchés, (ii) la prise en compte des procédures comptables actuellement utilisées au sein du projet, devront être intégrés dans le manuel révisé. *La mission réitère la recommandation que la révision du manuel des procédures soit menée avant la fin du mois d'avril par le RAF avec le concours du consultant en gestion financière actuellement en appui au SAF du PDAR. Un atelier de d'appropriation, avec l'ensemble du personnel y compris les TAC, devra être organisé immédiatement.*

93. **Personnel.** La mission note que l'évaluation du personnel pour l'année 2014 a été faite. L'assurance maladie du personnel a été renouvelée pour 2015. La mission reste préoccupée par le risque fiscal que représentent les impôts sur les salaires du personnel retenus à la source par le projet mais non reversés à l'administration fiscale. A date, ces retenues sont évaluées à FCFA 52 Millions. La mission relève que tout le personnel du projet a bénéficié, depuis janvier 2015, d'une augmentation de salaire de 15% financée sur les fonds de contrepartie. Cette augmentation n'a ni été approuvée formellement par les autorités gabonaises ni reçu l'avis de non objection du FIDA. *La mission recommande de surseoir immédiatement au paiement de ce supplément de salaire jusqu'à ce que les modalités pratiques soient définies et convenues entre les autorités gabonaises et le FIDA.*

94. **Gestion des actifs.** La mission reste aussi préoccupée par la gestion des actifs du projet notamment les stocks de fournitures. La dernière mission avait recommandé la mise en place des fiches de stock ainsi qu'un inventaire physique en fin d'année. Cette recommandation n'a pas été mise en œuvre, affectant ainsi les processus de contrôle interne en la matière. Quant aux immobilisations, un inventaire physique a été effectué à la fin de l'année 2014. Un procès-verbal d'inventaire a été établi à cet effet. Toutefois, il n'est pas possible de rapprocher l'inventaire de la comptabilité d'une part et celui du registre des immobilisations d'autre part. En effet, la divergence des méthodes de comptabilisation ne permet pas ce rapprochement. A titre d'exemple, au niveau comptable un ordinateur est dissocié en ses composantes (unité centrale, écran, haut-parleur, etc..) alors que pour l'inventaire, c'est l'ordinateur pris dans son ensemble qui a été codifié. Pour les biens transférés aux administrations centrales à titre d'appui du PDAR, la mission relève que les procès-verbaux de

transfert ne sont pas établis. Quant aux véhicules, la mission relève que les carnets de bord des véhicules ne sont pas régulièrement mis à jour. *La mission réitère la recommandation que les anomalies constatées soient immédiatement adressées.*

95. Budget. Le PTBA 2015 a été préparé par le projet et validé par le CNPS le 28.11.2014. Il a été transmis au FIDA le 30.11.2014. Divers échanges ont eu lieu entre le FIDA et le projet au cours des mois de décembre 2014, janvier et février 2015. Le PTBA a été non objecté le 13.03.2015. Toutefois, *afin de pouvoir correctement estimer la consommation des catégories et de faire le suivi nécessaire il est recommandé d'intégrer dans le PTBA le tableau budgétaire par catégorie de dépenses.*

96. Gestion comptable. La mission constate avec satisfaction une nette amélioration de la gestion comptable du projet. Le système de codification des pièces mis en place permet une recherche aisée et rapide, les arrêtés mensuels des caisses de menues dépenses sont régulièrement effectués depuis novembre 2014, les rapprochements bancaires mensuels régulièrement faits, les pièces sont régulièrement saisies. La mission note aussi avec satisfaction l'attention accordée à la gestion du compte de contrepartie avec la mise à jour des rapprochements bancaires pour toute l'année 2014 et les deux premiers mois de 2015. Toutefois, la mission relève que la recommandation des dernières missions de supervision et de suivi relative à l'analyse mensuelle de la comptabilité du projet n'est pas mise en œuvre. La comptabilité présente toujours des incohérences et des comptes non justifiés. *La mission recommande au RAF et au comptable de mener une révision générale et documentée de la comptabilité du projet avec l'appui du consultant en gestion financière avant la transmission des états financiers de l'exercice 2014 au FIDA. Pour la bonne pratique, la mission recommande que la pratique de l'arrêté mensuel et documenté des comptes soit systématisée.*

97. En ce qui concerne le logiciel de gestion comptable et financière, *la mission de supervision de mars 2014 avait recommandé au projet d'adresser au FIDA une requête incluant une note technique sur les améliorations et les nouvelles fonctionnalités qu'offre la nouvelle version du logiciel ainsi que les avantages que le projet pourrait avoir en terme d'efficacité dans le traitement des opérations comptables et financières. A date la situation est restée inchangée. La présente mission réitère la recommandation.*

98. Situation de trésorerie et gestion du compte spécial. Les missions de supervision de mars 2014 et de suivi de novembre 2014 avaient attiré l'attention du projet sur les risques de tensions de trésorerie dues à une planification financière insuffisante. La méthode de planification financière mise en place par le SAF devra être améliorée afin de servir véritablement d'outil d'aide à la décision. Au 17.03.2015, les fonds FIDA disponible se chiffrent à FCFA 33,9 millions contre une prévision de dépenses évaluée à FCFA 68,4 millions.

99. Pour tenir compte du relèvement du seuil des DPD, du niveau des prévisions de dépenses, des délais de préparation par le projet et de traitement par le FIDA d'une DRF, *la mission de suivi de novembre 2014 avait recommandé au projet de soumettre au FIDA une requête afin de relever le niveau du compte spécial actuellement de FCFA 220 millions. Le niveau de l'augmentation sera déterminé par un plan de trésorerie élaboré sur un an à partir des données financières du PTBA 2015. La présente mission de supervision réitère cette recommandation.*

100. Reconstitution du compte désigné. La reconstitution du compte désigné au 28/02/2015 effectuée par la mission se présente comme suit :

Dépôt initial compte spécial (A)	220 000 000
Solde du compte spécial au 28/12/2015	40 109 601
Solde caisse au 28/12/2014	15 731
DRF pas encore créditées (no 35)	86 099 639
DRF en cours de soumission	70 290 015
Dépenses non encore demandées en remboursement	120 000
Sous Total (B)	198 634 986
Discordance (A)-(B)	21 365 014
Détail de la discordance :	
Préfinancement des dépenses éligibles aux fonds de contrepartie	16 822 449
Écart à justifier	4 542 565

Tableau 2 : Reconstitution du compte désigné au 28/02/2015.

101. La reconstitution fait ressortir :

(a) des dépenses éligibles aux fonds de contrepartie et préfinancées par les fonds FIDA pour un montant de FCFA 16 822 449.

(b). un écart total de FCFA 4 542 565

102. **États Certifiés de Dépenses (ECD).** La mission a procédé à l'analyse d'un échantillon de dépenses soumises sous ECD (formulaire 102) dans les DRF 34. Bien que les dépenses soient mieux documentées qu'antérieurement, les processus d'achat ou de contractualisation souffrent d'irrégularités (insuffisance de procédures de contrôle interne) qui remettent en cause l'éligibilité des dépenses. *Il est recommandé au RAF et au DP de faire appliquer les procédures en vigueur en matière d'achat, de contractualisation et de paiement des dépenses.*

103. **Mobilisation des ressources, réalisations et décaissements.** Au 28 février 2015, les ressources mobilisées pour le financement du PDAR se présentent comme suit :

Source	Monnaie	Montant prévu (milliers)	Montant décaissé (milliers)	Taux d'exécution (%)
Prêt FIDA	USD	5 726	4 659	81
Don FIDA	USD	274	255	82*
Gouvernement	USD	2 177	2 771	127
Bénéficiaires	USD	256	808	315

* Taux suivant relevé FIDA = 76,75% - Ecart dû à la variation en DTS et USD

Tableau 3 : Ressources mobilisées pour le PDAR au 28/02/2015.

104. Au 28 février 2015, le PDAR a mobilisé 104% des ressources du projet correspondant à USD 8,032 millions dont 81% du Prêt FIDA (USD 4,658 millions), 82% du Don FIDA (USD 224 891), 127% des fonds de contrepartie (USD 2,771 millions) et 315% des contributions des bénéficiaires.

105. **Réalisations financières cumulées du PDAR.** Le cumul des réalisations du financières du PDAR est évalué au 28 février 2015 à FCFA 4,06 milliards (USD 8,122 millions) soit un taux global d'exécution financière de 96% par rapport à l'allocation initiale (FCFA 4,277 milliards soit USD 8,434 millions). Au 28 février 2014, le taux d'exécution financière rapporté était de 78%. Ces dépenses cumulées se répartissent de la manière suivante par composante par rapport à l'allocation initiale de chaque composante : 83% pour la composante A "Promotion des filières agricoles", 44% pour la composante B "Renforcement des capacités" et 193% pour la composante C "Coordination, suivi et évaluation".

106. **Réalizations financières des PTBA 2014 et 2015.** Au 31.12.2014, le taux de réalisation du PTBA 2014 était de 84% tous financements confondus. Celui de 2015 s'établit à 17% au 28.02.2015. Ces réalisations financières ne tiennent pas compte des activités prévues dans le cadre des fonds additionnels qui ne sont pas encore disponibles. La répartition par composante se présente comme suit :

Composante	PTBA 2014 (en%)	PTBA 2015 au 28.02.2015 (%)
Composante A – Promotion des filières agricoles	81	18
Composante B – Renforcement des capacités des acteurs	88	19
Composante 3 – Coordination, suivi et évaluation	91	14
Global	84	17

Tableau 4 : Réalisations financières des PTBA 2014 et 2015 du PDAR.

107. La répartition par financement est la suivante :

Financement	PTBA 2014 (en%)	PTBA 2015 au 28.02.2015 (%)
Prêt FIDA	72	31
Don FIDA	123	10,9
Gouvernement Gabonais	77	10
Bénéficiaires	214	
Global	84	17

Tableau 5 : Répartition des financements des PTBA 2014 et 2015 du PDAR.

108. **Décaissement du prêt FIDA.** Le PDAR a enregistré au 28 février 2015 un taux de décaissement réel du prêt FIDA de 80,55% correspondant à USD 4,658 millions. En tenant compte des DRF 35 en cours de traitement au FIDA et 36 en cours de soumission, le taux de décaissement est évalué à 85,45%. Une réallocation des ressources du prêt a été faite au cours de l'exercice 2014.

109. Le décaissement par catégorie de financement se présente comme suit :

Catégorie	Taux réel (en) au 28.02.2015	Taux (en%) y compris les DRF en attente
1- Génie civil et rural	11,31	11,31
2- Equipements, Matériels et Véhicules	81,81	81,94
3- Assistance technique – Formation – Information	82,33	86,76
4- Etudes	99,48	101,57
5- Microprojets de filières	57,39	66,63
6- Prestations de services	92,76	97,60
7- Salaires	82,26	85,06
8- Coût de fonctionnement	65,86	66,53

Tableau 6 : Décaissements par catégorie de financement du PDAR.

110. **Décaissement du Don FIDA.** Le don FIDA est mobilisé au début de chaque année pour le financement exclusif des activités de suivi-évaluation. Au 28.02.2015, le don est décaissé à hauteur de 76,75% représentant USD 224,891.87.

111. **Contributions des bénéficiaires.** Les contributions des bénéficiaires évaluées par l'UGP depuis le démarrage du PDAR se chiffre à FCFA 403,781 millions (USD 807 563) soit 315% de

l'engagement initial de FCFA 127 millions (USD 256 000). L'UGP explique ce dépassement par la prise en charge par les bénéficiaires de certaines opérations initialement financées par le projet (entretien des parcelles, trouaison, coupe de piquet et piquetage...), modifiant de façon significative la proportion de la contribution des bénéficiaires dans la mise en œuvre des microprojets de production qui passe de 10 à 50% environ.

112. Fonds de contrepartie. A date, les fonds de contrepartie versés par l'Etat pour le financement du PDAR s'élèvent à FCFA 1 385 437 150 soit 127% de la contribution initiale prévue (FCFA 1 110 000 000). Toutefois, en considérant la nouvelle date d'achèvement du projet et les activités à mener dans le cadre des fonds additionnels, le projet avait demandé au titre de 2014 une contribution de l'Etat de FCFA 248 488 000. Elle a reçu en janvier 2015 un montant de FCFA 127 783 000. Pour 2015, le montant inscrit au budget pour le financement du PDAR est de FCFA 400 millions. *La mission recommande vivement la mobilisation et la mise à disposition des fonds par le Gouvernement Gabonais afin de ne pas compromettre le bon déroulement des activités du projet pour le temps de mise en œuvre restant.*

113. Respect de l'accord de financement. Les dispositions de l'accord de financement et de la lettre à l'emprunteur sont généralement respectées. Pour l'année 2013 les états financiers ont été soumis au FIDA avant le 30 avril 2014 et le rapport d'audit de l'exercice 2013 est parvenu au FIDA dans les délais convenus.

114. Passation des marchés et gestion des contrats. La mission relève des manquements dans les processus de passation des marchés, de contractualisation et de gestion financière des activités. Elle note la prise en charge quasi-totale du processus de budgétisation, de contractualisation, d'achat, et de paiement par les responsables de composante contrairement aux dispositions du manuel des procédures et aux règles de contrôle interne généralement admises. La pratique qui consiste à mettre le budget d'une activité à la disposition d'un responsable de composante pour la réalisation de ses activités doit être définitivement bannie. La mission rappelle que la gestion et la responsabilité financières du projet incombent au Service Administratif et Financier (SAF) du projet dont le premier responsable est le Directeur du Projet (DP). Il s'agit donc pour le DP et le RAF de prendre toutes les dispositions utiles pour remettre le SAF au cœur du système de gestion financière du projet par le respect effectif des procédures contenues dans le manuel des procédures. L'atelier d'appropriation du manuel des procédures mis à jour devrait y contribuer.

115. La revue par la mission des dossiers de passation des marchés permet de faire les constats suivants :

- (i) Certains marchés de consultants sont attribués dès la première étape du processus c'est-à-dire à l'étape de la manifestation d'intérêt. C'est le cas du contrat relatif à la formation des membres des comités de gestion en planification et gestion financière. La pratique veut qu'après cette première étape, les TDR soient envoyés aux candidats les plus qualifiés en vue de soumettre des offres techniques et financières qui seront évaluées selon les règles de passation des marchés. Le principe de la concurrence n'est donc pas établi.
- (ii) Les personnes chargées de l'évaluation des offres techniques dans le cadre d'une procédure de passation des marchés n'ont pas souvent les compétences techniques pour effectuer ces évaluations. C'est le cas plus particulièrement de l'évaluation des offres relatives à la sélection du cabinet d'audit des comptes du projet. Cette évaluation a été conduite par trois membres de l'UGP notamment par le Responsable Suivi-Evaluation (RSE), le Responsable de la composante "Renforcement des capacités" et le Responsable Administratif et Financier. *A l'avenir, il est recommandé au projet de recourir à des compétences adéquates selon la nature des offres à évaluer.*

116. La mission a procédé à la revue du processus de contractualisation du cabinet CAFEC-KA recruté par le projet pour effectuer l'audit des comptes du projet pour les exercices 2013, 2014 et 2015. La mission fait les observations suivantes :

- (a) La participation du Responsable Administratif et Financier (RAF) du projet à la commission d'évaluation des offres et contraire au principe de séparation des fonctions dans la mesure où il est responsable des comptes qui seront audités.
- (b) Dans l'équipe d'audit proposée par le cabinet CAFEC-KA figure M. DJIGUEMDE Abdoulaye. Ce dernier est intervenu au PDAR, en son nom propre ou au nom du cabinet 2ACF-Conseil dont il est le gérant, une douzaine de fois pour des missions d'assistance comptable, de paramétrage du logiciel, de formation, de recrutement du personnel, notamment de la nouvelle équipe de l'UGP dont le RAF.
- (c) Comme le montre le rapport d'évaluation des offres, le budget disponible pour le contrat d'audit (FCFA 7 000 000) constitue un élément déterminant de l'attribution du marché. Dans ce cas, l'offre du Cabinet CAFEC-KA de FCFA 6 450 000 inférieure ne peut que recevoir la préférence de la commission d'évaluation alors que l'offre financière du Cabinet FICADEX-Tate et associés se chiffre à FCFA 10 758 000.
- (d) Une analyse plus approfondie de l'offre financière des deux cabinets révèle que la structure des coûts telle qu'exigée dans le dossier d'appel d'offres n'a pas été respectée par le cabinet CAFEC-KA. Le cabinet CAFEC-KA n'ayant pas inclus dans son offre le coût du séjour de son équipe au Gabon. La prise en compte de ce coût entraînerait certainement un dépassement du budget prévu.

117. L'Expert en Gestion Administrative, Comptable et Financière, membre de la présente mission, a signifié son partenariat avec le Cabinet FICADEX-Tate et Associés, deuxième soumissionnaire de la précédente consultation de Cabinets d'audit.

118. *Compte-tenu des constats et conflits d'intérêt relevés ci-dessus, la mission recommande que les Cabinets CAFEC-KA et FICADEX-Tate et Associés ne soient pas invités à auditer les comptes du projet pour l'exercice 2014. La mission recommande à l'UGP de procéder immédiatement à une consultation restreinte des trois autres Cabinets soumissionnaires pour l'audit des comptes 2014.*

119. En ce qui concerne la gestion des contrats et des marchés, la mission relève que les contrats relatifs à l'acquisition des outillages agricoles et à la fourniture des engrais ont été réglés avant la livraison des articles. La documentation y relative montre que la livraison a connu énormément de problèmes (articles manquants, non-conformité des articles, etc.). Aucune documentation n'atteste vraiment de la réception par le projet de tous les articles commandés.

120. **Audit.** Le rapport d'audit 2013 a été soumis dans le délai requis. Les commentaires des services du FIDA sont encore attendus par le projet. L'audit a été effectué par le cabinet CAFEC-KA qui a produit deux rapports : une lettre de contrôle interne et un rapport d'opinion comportant l'opinion sur les états financiers au 31 décembre 2013 et les opinions sur les comptes spéciaux, les états certifiés de dépenses, l'inventaire des biens et équipements du projet, le système de passation et suivi des marchés.

121. Les comptes 2013 du projet ont été certifiés par l'auditeur nonobstant quelques observations qui portent notamment sur le déséquilibre entre les emplois et les ressources, les charges fiscales non reversées à l'administration fiscale, l'absence d'un ordinateur acquis en 2011 dans l'inventaire physique et le caractère incertain du recouvrement d'une créance.

122. La lettre de contrôle interne comporte l'état de mise œuvre des recommandations antérieures et les nouvelles recommandations issues de l'audit. *Il est recommandé au RAF de faire une situation de la mise en œuvre des recommandations d'audit avant la prochaine mission d'audit et d'adresser les anomalies encore persistantes.*

Actions convenues	Responsables	Date limite
34. Mener la révision du manuel des procédures avec le concours du consultant en gestion financière actuellement en appui au SAF du PDAR.	RAF	Avril 2015
35. Organiser un atelier de d'appropriation du manuel des procédures avec l'ensemble du personnel y compris les TAC.	DP+RAF	Mai 2015
36. Surseoir immédiatement au paiement du supplément de salaire jusqu'à ce que les modalités pratiques soient définies et convenues entre les autorités gabonaises et le FIDA.	RAF	Immédiat
37. Harmoniser les méthodes de comptabilisation, établir les procès-verbaux de transfert de matériels aux services publics et mettre à jour les carnets de bord des véhicules.	RAF	Immédiat et continu
38. Réviser le PTBA 2015 et intégrer le tableau budgétaire par catégorie de dépenses.	RAF	30/04/2015
39. Mener une révision générale et documentée de la comptabilité du projet avec l'appui du consultant en gestion financière avant la transmission des états financiers de l'exercice 2014 au FIDA.	RAF+Comptable	Immédiat et continu
40. Systématiser la pratique de l'arrêté mensuel et documenté des comptes du projet.	RAF+Comptable	Immédiat et continu
41. Adresser au FIDA une requête incluant une note technique sur les améliorations et les nouvelles fonctionnalités qu'offre la nouvelle version du logiciel ainsi que les avantages que le projet pourrait avoir en terme d'efficacité dans le traitement des opérations comptables et financières.	DP+RAF	Immédiat
42. Soumettre au FIDA une requête afin de relever le niveau du compte spécial actuellement de FCFA 220 millions. Le niveau de l'augmentation sera déterminé par un plan de trésorerie élaboré sur un an à partir des données financières du PTBA 2015.	DP+RAF	Immédiat
43. Faire appliquer les procédures en vigueur en matière d'achat, de contractualisation et de paiement des dépenses	DP+RAF	Immédiat
44. Mobiliser les fonds par le Gouvernement Gabonais afin de ne pas compromettre le bon déroulement des activités du projet pour le temps de mise en œuvre restant.	CNPS+DNP+DP	Immédiat
45. Recourir à des compétences adéquates selon la nature des offres à évaluer.	DP+RAF	Immédiat
46. Procéder à une consultation restreinte des trois autres Cabinets soumissionnaires pour l'audit des comptes 2014.	DP+RAF	Immédiat
47. Faire une situation de la mise en œuvre des recommandations d'audit avant la prochaine mission d'audit et d'adresser les anomalies encore persistantes.	RAF	Immédiat

E. Durabilité

48. Le projet devra travailler davantage à consolider ses acquis en matière de production et diffusion du matériel végétal de qualité. Le renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des groupements de producteurs est primordial pour assurer la pérennité des investissements collectifs et la poursuite de l'accompagnement technique des producteurs. Un accent particulier devra être mis sur le renforcement des capacités d'autofinancement des activités subséquentes par les bénéficiaires de projets porteurs.

F. Impact

49. Les échanges avec les bénéficiaires sur le terrain ont permis de se rendre compte d'une

amélioration du statut social des bénéficiaires du projet. L'enquête sur la situation des données de référence et la production agricole confirme cette tendance. Déjà les bénéficiaires ont directement fait part à la mission de l'augmentation de leur niveau d'accumulation des biens à travers les revenus issus des ventes de leurs produits. Ces faits matérialisent l'amorce du passage de l'agriculture familiale vers l'entrepreneuriat agricole avec une orientation sur le marché. Il en résulte un intérêt plus grand des producteurs qui sont concrètement au faite des changements induits dans les conditions de vie de leurs pairs à travers la vente des productions issues des plantations de bananier plantain et de manioc mises en place avec l'appui du PDAR.

50. Les organisations paysannes appuyées par le PDAR se font remarquer dans les concours nationaux sur la pratique de l'agriculture et l'appréciation des victuailles qui en sont issues. Ce résultat a suscité l'intérêt du Gouvernement Gabonais qui a vivement sollicité la formulation en cours d'un nouveau programme qui, entre autres, facilitera l'extension des acquis du PDAR à d'autres provinces du pays.

G. Autres aspects

51. Le FIDA exprime sa satisfaction Gouvernement Gabonais pour le paiement du montant de USD 200,211.23 au titre de l'échéance due au 15 décembre 2014.
52. La mission attire l'attention du Gouvernement Gabonais sur le fait que la réalisation des activités du projet est tributaire du déblocage dans les plus brefs délais des fonds de contrepartie prévus en 2015. En effet, le PTBA 2015 du PDAR les intègre à hauteur de 400 000 000 FCFA, montant qui idéalement devrait être disponible au cours du prochain mois afin d'éviter de mettre le projet en situation de cessation de paiement, compromettant alors la poursuite de la bonne lancée sur le plan de l'exécution des activités du projet.

I. Conclusion

53. Le PDAR a déjà produit des effets sur le plan de l'amélioration de la productivité agricole à travers l'introduction, auprès des paysans semenciers bien formés, de la technique de multiplication des rejets de bananiers produisant du matériel végétal de très bonne qualité. Il en est de même pour ce qui est des variétés améliorées de manioc. A en juger par la densification des activités de production en 2014, le PDAR est résolument positionné comme le principal projet dont l'action génère des résultats potentiellement durables pour le développement agricole et rural du Woleu-Ntem. Le dynamisme de l'équipe du projet laisse présager une consolidation plus probante de ces acquis à travers les dispositifs de renforcement des capacités des parties prenantes tant au niveau communautaire que des Administrations en charge des questions de développement agricole. La prochaine mission conjointe de suivi prévue en novembre 2014, permettra de mieux cerner les avancées du projet vers l'atteinte de ses objectifs.

Appendice 1 : Résumé de l'état d'avancement du PDAR et notes

Faits essentiels

Pays	Gabon	No. du projet	1313	No. du prêt/don DSF	722
Projet	Projet de développement agricole et rural			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	31/03/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/FIDA				
Nbre de Supervisions	8	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	4		
Dernière Supervision	29/03/2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	26/11/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	12/09/2007			Coût total	14.03	
Accord	26/10/2007	Délai d'entrée en vigueur	6.3	FIDA Total	6.00	
Entrée en vigueur	20/03/2008	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	5.73	76.75
Premier décaissement	11/03/2009			Don DSF		
Examen à mi-parcours	22/05/2012	Dernier amendement		Don FIDA	0.27	80.5
Achèvement initiale	31/03/2014	Dernier audit	28/06/2013	Financement national total	2.43	
Achèvement	31/03/2017			Beneficiaries	0.26	315
Clôture initiale	30/09/2014			Government (National)	2.18	127
Clôture	30/09/2017			Cofinancement total externes	5.60	
Nbre de prolongations	1			OFID	0.20	0
				Spanish Fund	5.40	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	3	1. Qualité de la gestion du projet	3	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	4	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	4
4. Conformité à l'accord de financement	5	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	3	3
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4
B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Promotion filières agricoles à grand potentiel marché	3	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. Renforcement des capacités des acteurs	3	3	2. Autonomisation	3	3
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	3
			6. Possibilité réplcation à plus grande	4	4

échelle

B.5 Justification des notes

Au titre du PTBA 2014, le projet enregistre des taux de réalisation physique de 77.72% et financier de 84 % ainsi qu'un taux de décaissement global de 85% (incluant les 2 DRF en cours de paiement et en préparation) montrant le saut qualitatif des appuis apportés aux OP. Le comité de pilotage s'est tenu deux fois et a effectué une mission de suivi auprès du projet et différentes recommandations et orientations ont été données au projet pour ses activités.

Le projet a enregistré des tensions de trésorerie qui ont entraîné un retard dans la conduite de ses activités de terrain. Tension également (notamment celle du 3^e trimestre de l'année) due retard de la mise à disposition du projet des fonds de contrepartie 2014 qui ont été mobilisés en janvier 2015 même s'il convient de noter qu'ils sont mobilisés au-delà des prévisions du DCP. L'audit de l'exercice 2013 été conduit dans les délais. Le registre de suivi des marchés est à jour, mais des insuffisances sont notées au niveau du processus de sélection des prestataires et à leur contractualisation.

Le projet enregistre des avancées notables en matière de production du matériel végétal de qualité dans les filières cibles. Les microprojets de production vont augmenter la contribution du projet à l'augmentation des productions agricoles. En prenant en compte l'équité de genre, le projet contribue à la valorisation du statut social des femmes.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	3
C.2 Sécurité alimentaire	3	3
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4
Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution		
C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le niveau de réalisation de la composante est assez élevée 78 et montre à suffisance les efforts qui ont été consentis pour la densification et la concentration des microprojets de manioc et de banane.

De plus le projet a pu résoudre le problème lié à la disponibilité et la qualité du matériel végétal en créant 17 ha de champs semenciers de manioc, en distribuant 72 000 boutures de manioc pour leur ensemencement, mettant en place 24 germoirs et 7,5 ha de champs semenciers de banane. Par ailleurs, 462 nouveaux hectares (172 ha de manioc et 290 ha de banane) ont été réalisés par les groupements. La disponibilité en 2015 des vivo plants et boutures améliorées de manioc galvanisera davantage ces groupements.

La formulation en cours d'une nouvelle opération s'appuie grandement sur les leçons apprises et les bonnes pratiques du PDAR, notamment sur i) le choix des filières porteuses, ii) le ciblage des populations bénéficiaires.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	La faible planification (plan de trésorerie), le retard dans le montage des DRF qui comportent par ailleurs des erreurs et le non-respect des procédures (contrôle interne) restent des risques majeurs.
Avancement de l'exécution du projet	Les microprojets restent limités au maillon production. Il y'a une nécessité de revoir la stratégie d'identification et de mise en œuvre des microprojets pour prendre en compte les fonctions transformation et commercialisation ainsi que les autres métiers le long des chaînes de valeur. L'organisation des acteurs et en particulier les producteurs est primordial.
Produits et réalisations	L'action du PDAR est visible à travers la meilleure disponibilité du matériel végétal de qualité produit par les paysans-semenciers, l'augmentation du nombre et de l'envergure des plantations qui sont passées de moins de 0,5 ha à 2 ha en moyenne ainsi que l'application des itinéraires techniques adaptés. L'organisation, la structuration des producteurs et la mise en œuvre des appuis requis en matière de transformation (équipements) et de commercialisation (centres de groupage, pistes de collectes et organisation des ventes groupées) restent attendus pour assurer l'impact du projet.
Durabilité	La faible organisation des producteurs pour la prise en charge des fonctions d'approvisionnement en intrants, de commercialisation, de transformation ainsi que de gestion des équipements fournis par le projet, reste la limite majeure. Il est impérieux de renforcer la collaboration avec la Direction Régionale de l'Agriculture pour assurer le suivi et la continuité du programme semencier, des conseils aux

République Gabonaise
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 16 au 31 mars 2015

producteurs et préparer ainsi la sortie du projet.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Mobilisation des ressources	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la mobilisation effective des fonds de contrepartie pour couvrir les activités du projet. - Veiller à la ratification de l'Accord de Financement Additionnel (Fonds Espagnols) dans les meilleurs délais. 	Immédiat Mai 2015	
Gestion financière	<ul style="list-style-type: none"> - Finaliser la révision du manuel des procédures sur les aspects relevant de la gestion comptable et - Organiser un atelier d'appropriation de ce manuel par l'ensemble du personnel y compris les TAC. Ledit atelier pourra aussi être facilité avec l'appui technique du FIDA. 	Avril 2015 Mai 2015	
Passation des marchés	<ul style="list-style-type: none"> - Faire appliquer les procédures en vigueur en matière d'achat, de contractualisation et de paiement des dépenses - Relancer le processus de recrutement d'un Spécialiste en Passation de Marché 	Immédiat Immédiat	
Gestion du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Tenir des réunions de direction hebdomadaires avec les cadres, des réunions de coordination mensuelles avec les cadres et le personnel d'appui au sein de l'UGP et enfin des réunions de coordination trimestrielle élargies aux TAC. - Engager les TAC sur des résultats précis en termes de nombre groupements accompagnés, de superficies des parcelles de production et de qualité de l'encadrement pour mieux valoriser les investissements ; 	Immédiat	
Composante A&B	<ul style="list-style-type: none"> - Appliquer les résultats de la typologie des microprojets en accompagnant les groupements au montage et à la mise en œuvre de projets plus intégrés prenant en compte la production, la transformation et la commercialisation. - N'accorder des appuis qu'à de nouvelles organisations en 2015. - Mettre l'accent sur les appuis en matière d'organisation et de structuration des producteurs. 	Avril 2015 et continue	
Suivi-Evaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser effectivement de l'application de SSE comme outil de planification et de suivi de l'exécution des activités lors des réunions de coordination, et par tous responsables du projet pour leurs activités. 	Immédiat	

Observations supplémentaires

Appendice 2 : cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Situation des indicateurs			Observations	Source d'information	Risques/hypothèses
1. Objectif global							
Réduire la pauvreté en milieu rural en facilitant l'accès équitable des pauvres ruraux aux filières agricoles bénéficiant de marchés porteurs	SYGRI indicateur niveau 3: Indice des biens des ménages	Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté				– Enquêtes de suivi du DSCR – Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet sur évolution des revenus et la sécurité alimentaire – Étude SYGRI (référence et finale)	Le Gouvernement s'engage à mettre en œuvre une stratégie intersectorielle de développement rural
	Niveau des revenus et de sécurité alimentaire des groupes cibles (%)	Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	% filles	4.27%			
			% garçon	4.01%			
		Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	% filles	28.7%			
			% garçon	25%			
		Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	% filles	8.7%			
			% garçon	7.8%			
	Période de disette	0	0				
2. Objectifs spécifiques							
1. Filières porteuses accessibles aux plus pauvres sont développées dans la zone cible (manioc, banane plantain, arachide)	– 288 microprojets de production / commercialisation accompagnés : 103 en manioc ; 86 en banane et 99 en arachide ;	– 559 Microprojets: (194%) 168 en manioc (163%) ; 370 en banane (430%); 17 en arachide (17%)				– Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet – Enquêtes statistiques de suivi des marchés et productions agricoles	Les prix dans les filières ciblées sont rémunérateurs
	– 3600 producteurs appuyés dans les filières porteuses le long de la chaîne de valeur dont 1290 en manioc ; 1080 en banane et 1230 en arachide.	– 4186 producteurs appuyés (116 %) : 1322 en manioc (102 %) ; 2616 en banane (242 %) ; 248 en arachide (20 %)					
2. Environnement favorable au développement des filières cibles est créé	– 700 groupements familiaux organisés dans les microprojets des filières cibles du projet	– 303 groupements (43%)				– Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et finale	Le Gouvernement mobilise les financements pour le programme de
	– 3 plateformes de concertation/organisations faïtières	– Néant					

République Gabonaise
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 16 au 31 mars 2015

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Situation des indicateurs	Observations	Source d'information	Risques/hypothèses
	fonctionnelles				réalisation d'infrastructures rurales et commerciales
	– 10 prestataires services agricoles équipés et installés	– Néant	Un réseau de 38 prestataires a été mis en place mais les ressources actuelles du projet ne permettent pas de les équiper		
	– 1 Système d'information sur les prix fonctionnel	– Néant			
Composante A: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché					
Résultat A.1 : Conditions pour améliorer production et compétitivité des produits des filières cibles sont en place	<ul style="list-style-type: none"> – 36 paysans semenciers formés/équipés pour la production de matériel végétal – Qt Matériel végétal amélioré produite et diffusée : 5,3 Millions boutures manioc ; – 0,6 million plants de bananiers et 63,3 Tonnes arachide – 75% de taux de satisfaction besoins des groupements en matériel végétal (manioc et banane) 	<ul style="list-style-type: none"> – 74 paysans semenciers formés 37 manioc, banane 37 – 4 670 000 boutures de manioc (88,44) – (60397+1 36750 vivo= 197147 plants de bananiers (33,13%) – 4,71 Tonnes arachide (7,73%) – 75% 		<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et finale – Évaluation participative du niveau de satisfaction des bénéficiaires 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat A.2 : Production commercialisée des 3 filières cibles ont augmenté au profit des populations visées par le projet	<ul style="list-style-type: none"> – Au moins 1500 ha mis en production dont : 880 ha de manioc, 620 ha de banane et 63,3 ha d'arachide – Augmentation de la production : manioc frais 9240 ; manioc transformé 4400 T, banane 11 200 T ; arachide 100 T – Augmentation des rendements à l'hectare : Manioc de 10,6 à 20T/Ha ; Banane de 16 à 18T/Ha ; Arachide de 0,8 à 1,5 T/Ha 	<ul style="list-style-type: none"> – 1279,4 ha dont 438,6 ha de manioc (49,84%) 801,8 ha de banane (129,32%) et 39 ha d'arachide (61%) – 5444,6 tonnes (58.36%), Xxx manioc transformé – Banane 7407 T (66%), Arachide 28,5 T (28.13%) – Manioc de 12.43 T/ha; Banane de 9.25 T/ha; Arachide 0,73 T/ha 	<ul style="list-style-type: none"> – 5444,6 tonnes (58.36%), Xxx manioc transformé – Banane 7407 T (66%), Arachide 28,5 T (28.13%) <p>Dans l'ensemble de la zone d'intervention du projet pour les villages encadrés et non encadrés sont de : Manioc de 0,22 T/ha à 3,67 T /Ha ; Banane de 0,3T/Ha à 6,95 T/Ha ; Arachide 0,18T/Ha à</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude impact à mi-parcours et finale – Enquête spécifique au niveau des exploitations (production, rendement, superficies, pertes) 	Les fonds sont mobilisés à temps

République Gabonaise
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 16 au 31 mars 2015

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Situation des indicateurs	Observations	Source d'information	Risques/hypothèses
			0,73T/Ha Les microprojets de production encadrés par le PDAR avec le nouveau matériel végétal auront des rendements à l'hectare : Manioc de 25T/Ha ; Banane de 19T/Ha ; Arachide de 1,2 T/Ha		
	– Réduction pertes post-récolte : Manioc de 20 à 10 % ; Banane de 30 à 5% ; Arachide de 10 à 5%	– Manioc de 9,21 à 10,44 % ; Banane de 7,56 à 8,76% ; Arachide de 8,49 à 5,47%	–		
	– Pourcentage commercialisé : 70% manioc ; 70% banane ; 60% arachide	– 76,6% manioc ; 52,2% banane ; 22,55% arachide			
Résultat A.3 : Conditions de commercialisation des produits des filières cibles sont améliorées	– 1 étude de marché réalisée documentant les conditions d'accès au marché.	– 1 étude réalisée		– Rapports de suivi-évaluation – Enquêtes spécifiques	Les fonds sont mobilisés à temps
	– Mécanismes d'information des producteurs sur les prix opérationnel à travers les émissions hebdomadaires radio en langue locale	– 1 formation réalisée reste à élaborer régulièrement un bulletin sur les prix (prévu PTBA 2015)			
	– 33 centres groupages fonctionnels	– A financer par Fonds Additionnels			
	– 800 producteurs formés en gestion commerciale	– Néant			
	– Au moins 25 ateliers départementaux de concertation des acteurs organisés	– Néant	2 cadres de concertation informelle dans le Woleu et le Ntem existent		
	– Au moins 240 accords commerciaux concrétisés	– Néant	Plusieurs accords commerciaux informels existent entre certains producteurs et commerçants		
Composante B: Renforcement des capacités des Acteurs					
Résultat B.1 : Capacités des organisations de producteurs sont renforcées	– 700 groupements producteurs engagés dans les microprojets de filières, gérant les fonctions techniques et économiques le long de la chaine de valeur (au moins 50% femmes et 30% de jeunes)	– 303 groupements (43%)		– Rapports de suivi évaluation	Les fonds sont mobilisés à temps

République Gabonaise
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 16 au 31 mars 2015

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Situation des indicateurs	Observations	Source d'information	Risques/hypothèses
	– 1400 paysans relais formés (2 par groupement dont 50% de femmes au moins)	– 1252 paysans relais formés dont 714 femmes et 538 hommes			
Résultat B.2 : Capacités des opérateurs privés et des micro-entreprises intervenant en aval et en amont des filières sont renforcées	– 60 opérateurs formés en gestion d'entreprises	– Néant		– Rapports de suivi évaluation	Les fonds sont mobilisés à temps
	– 10 prestataires services agricoles équipés et installés	– Néant	Un réseau de 38 prestataires a été mis en place mais les ressources actuelles du projet ne permettent pas de les équiper		
Résultat B.3 : Capacités des opérateurs d'appui conseil sont renforcées	– 1 Centre d'appui rural opérationnel dans la zone d'intervention	– Néant	La supervision de mars 2014 avait demandé de surseoir à la mise en place de cette structure mais a recommandé la formation des agents du service provincial de l'agriculture	– Rapports de suivi évaluation Rapports d'activités du Centre Rural – Enquêtes statistiques sur les prix et productions (référence, mi-parcours, final)	Les fonds sont mobilisés à temps
	– 15 techniciens d'animations et 15 responsables des services provinciaux/secteur privé formés en animation rurale/ encadrement des producteurs	– 15 techniciens d'animation, 53 responsables et agents des services provinciaux formés			
	– 5 Agents du service provincial des statistiques agricoles formés/équipés pour le suivi des productions et marchés	– 12 agents formés	Les agents du service provincial ont été formés ainsi que 3 chefs de secteur agricole nouvellement affectés		

Appendice 3 : Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

Promotion des filières

1. Impliquer effectivement le personnel de la Direction Régionale du MAEPSA incluant les Chefs de Secteurs, en vue de la pérennisation des acquis du PDAR, en collaboration avec les TAC, dans l'appui au programme semencier.	DP + SPF+SRC	Immédiat
2. Appuyer les paysans semenciers dans la matérialisation et la délimitation de chaque traitement à l'aide de panneaux sur lesquels sont inscrits les noms des variétés.	TAC	Immédiat
3. Saisir l'IITA pour l'approvisionnement des paysans semenciers en boutures de remplacement.	SPF	Immédiat
4. Amener les paysans semenciers à nettoyer les abords des champs et à mettre en place des pièges autour des champs semenciers.	TAC	Immédiat
5. Relancer le CARBAP afin de s'assurer que le rendez-vous pour la fourniture des 13 000 vivo-plants sera tenu et prendre d'ores et déjà toutes les dispositions nécessaires pour la livraison à la frontière Cameroun - Gabon.	SPF	Immédiat
6. Densifier la production du matériel végétal dans les provinces où elle est encore faible.	SPF	Septembre 2015
7. Sensibiliser les groupements bénéficiaires des biens communautaires sur leur gestion en partenariat avec la Direction régionale du Ministère en charge de l'agriculture.	DP +SPF	Immédiat
8. Faciliter l'installation du moulin d'Abam Andock	DP +SPF	Immédiat
9. Retravailler la base de données sur les micro-projet sur un format Excel qui comportera au moins les champs (colonnes) suivants : numéro d'ordre (séquentiel et non répétitif), année, date d'approbation du micro-projet, type d'appui (production, transformation, ...), nature de l'appui (aménagement, matériel végétal, ...), filière, superficie, nom du groupement (en évitant les doublons, au besoin ajouter un indice aux homonymes qui existent déjà), date de création du groupement, nom du village, nom du canton, nom du département, nom du président, contact téléphonique du président, nombre de membres, nombre d'hommes, nombre de femmes, nombre de jeunes.	SPF	Juin 2015
10. Octroyer les appuis en 2015 uniquement à de nouvelles organisations, et ce après un diagnostic, une monographie et l'établissement d'un profil du microprojet.	CTAMF	Juillet 2015

11. <i>Engager les TAC sur des résultats précis en termes de nombre groupements accompagnés et de superficies des parcelles de production mises en place mais aussi en termes de qualité de l'encadrement (à travers la promotion des paquets techniques et technologiques adaptés) pour mieux valoriser les investissements.</i>	SPF	Immédiat
---	-----	----------

Renforcement des capacités

Actions convenues	Responsables	Date limite
12. <i>Intégrer dans les émissions thématiques les aspects de commercialisation (ventes groupées, informations sur les prix, etc.) et de gestion des exploitations/microentreprises agricoles (enregistrement des entrées et sorties, sécurisation des fonds, investissements, etc.).</i>	SRC	Immédiat et continu
13. <i>Communiquer le programme de chaque radio aux TAC de sa zone de couverture pour l'information des producteurs et leur incitation à y contribuer et favoriser une meilleure visibilité de leurs activités.</i>	SRC	Immédiat et continu
14. <i>Poursuivre et finaliser le recrutement d'un spécialiste en gestion des connaissances/communication</i>	Directeur du Projet (DP)	Juin 2015
15. <i>Mieux organiser les actions futures de formation pour permettre une sélection plus judicieuse et équitable des bénéficiaires selon les zones d'intervention, le genre, les rôles et responsabilités des participants au sein de l'organisation, le type d'OP (individuelle, familiale, coopérative, niveau de structuration, etc.) par filière.</i>	SRC	Immédiat et continu
16. <i>Consulter, en collaboration avec la Direction Régionale du MAEPSA, les acteurs antérieurement formés grâce au PDAR sur l'opérationnalisation d'une formule de transfert gratuit ou à faible coût des connaissances déjà acquises.</i>	SRC	Juin 2015
17. <i>Intégrer la prise en compte de l'application des acquis de la formation en planification et gestion financière dans leurs activités de suivi sur le terrain</i>	TAC	Immédiat et continu
18. <i>Remplacer les équipements de sécurité des 15 TAC.</i>	DP	Juin 2015
19. <i>S'appuyer sur les exigences de gestion des microprojets pour organiser des actions collectives favorisant la mobilisation de tous les membres des groupements.</i>	DP+ SRC+SPF	Immédiat
20. <i>Maintenir les contributions actuellement plafonnées par le PDAR pour tous les anciens bénéficiaires de microprojets. Cependant la mission recommande au</i>	DP+ SRC+SPF	Immédiat et

Actions convenues	Responsables	Date limite
<i>projet de</i>		<i>continu</i>
21. <i>Relever, sur la base du rapport diagnostic spécifique, à un niveau acceptable ces montants pour les travaux de défrichage, abattage et tronçonnage dans le cas d'une nouvelle OP bénéficiaire qui fait face à ces travaux dans une forêt primaire.</i>	DP+ SRC+SPF	Immédiat et continu
22. <i>Continuer à explorer les possibilités existantes ou qui pourraient se présenter jusqu'à l'achèvement du projet en matière de présence d'organismes d'accompagnement du développement agricole et rural dans la zone du projet.</i>	DP	Immédiat et continu
23. <i>Faire une cartographie des personnes ressources internes au projet en matière de renforcement de capacités pour avoir une perception exacte de leurs concentrations par département, zone, village, groupement, individu formé avec le soutien du PDAR.</i>	DP+ SRC+SPF+RSE	Juillet 2015 et continu
24. <i>Examiner les possibilités d'une formation du responsable de la composante renforcement des capacités par exemple auprès d'un de ses pairs d'un projet FIDA évoluant dans un contexte de mouvement coopératif dynamique en milieu rural africain.</i>	DP	Septembre 2015.

Gestion du projet

Actions convenues	Responsables	Date limite
25. <i>Tenir des réunions de direction hebdomadaires avec les cadres, des réunions de coordination mensuelles avec les cadres et le personnel d'appui au sein de l'UGP et enfin des réunions de coordination trimestrielle élargies aux TAC.</i>	DP	Immédiat et continu
26. <i>Utiliser le tableau de bord pour le suivi de l'exécution technique, de l'exécution financière et de de la trésorerie.</i>	DP	Immédiat et continu
27. <i>Mieux présenter dans le cadre de l'enquête sur l'évolution des données de référence les informations sur :</i> v) <i>l'augmentation annuelle des productions agricoles,</i> vi) <i>la réduction des pertes post récoltes,</i> vii) <i>la réduction des coûts de transaction, et</i> viii) <i>une meilleure insertion des femmes, des jeunes et autres populations vulnérables ne sont pas ressorties</i> <i>et les mettre comme additif au rapport de l'étude afin de mieux percevoir les effets du projet.</i>	RSE	Immédiat

Actions convenues	Responsables	Date limite
28. Examiner la possibilité de faire une publication scientifique à partir des résultats de l'enquête sur l'évolution des données de référence et de la production agricole.	DP+RSE+Direction Générale de la Statistique+SPF+SRC	Immédiat
29. Veiller à travers les responsables de composantes et le RSE à amener chaque groupement à acquérir grâce à ses propres ressources un registre qui rassemblera les informations pertinentes sur son identification et la conduite de ses activités.	SPF+SRC+RSE	Juin 2015
30. Harmoniser les registres afin qu'ils renseignent toutes les composantes en fonction de leurs centres d'intérêts.	SPF+SRC+RSE	Juin 2015
31. Utiliser effectivement de l'application de SSE comme outil de planification et de suivi de l'exécution des activités lors des réunions de coordination, et par tous responsables du projet pour leurs activités.	DP+RAF+SPF+SRC+RSE	Immédiat et continu
32. Mettre en place une stratégie de visibilité des appuis du projet sur le terrain, notamment par des panneaux signalétiques des plantations, germoirs, parcs à bois indiquant les variétés de manioc et de banane disponibles.	SPF	Immédiat et continu
33. En attendant le recrutement d'un spécialiste en gestion des connaissances/communication, fournir une assistance ponctuelle qui appuiera spécialement le responsable de la composante Renforcement des Capacités et le RSE, également sur la gestion du site web (astuce pour rédaction des brèves, articles, prise de photo...), la confection des supports de communication tels les plaques signalétiques des microprojets, etc.	SRC+RSE+Consultant	Avril 2015

Gestion fiduciaire

Actions convenues	Responsables	Date limite
34. Mener la révision du manuel des procédures avec le concours du consultant en gestion financière actuellement en appui au SAF du PDAR.	RAF	Avril 2015
35. Organiser un atelier de d'appropriation du manuel des procédures avec l'ensemble du personnel y compris les TAC.	DP+RAF	Mai 2015
36. Surseoir immédiatement au paiement du supplément de salaire jusqu'à ce que les modalités pratiques soient définies et convenues	RAF	Immédiat

Actions convenues	Responsables	Date limite
<i>entre les autorités gabonaises et le FIDA.</i>		
37. <i>Harmoniser les méthodes de comptabilisation, établir les procès-verbaux de transfert de matériels aux services publics et mettre à jour les carnets de bord des véhicules.</i>	RAF	Immédiat et continu
38. <i>Réviser le PTBA 2015 et intégrer le tableau budgétaire par catégorie de dépenses.</i>	RAF	30/04/2015
39. <i>Mener une révision générale et documentée de la comptabilité du projet avec l'appui du consultant en gestion financière avant la transmission des états financiers de l'exercice 2014 au FIDA.</i>	RAF+Comptable	Immédiat et continu
40. <i>Systématiser la pratique de l'arrêté mensuel et documenté des comptes du projet.</i>	RAF+Comptable	Immédiat et continu
41. <i>Adresser au FIDA une requête incluant une note technique sur les améliorations et les nouvelles fonctionnalités qu'offre la nouvelle version du logiciel ainsi que les avantages que le projet pourrait avoir en terme d'efficacité dans le traitement des opérations comptables et financières.</i>	DP+RAF	Immédiat
42. <i>Soumettre au FIDA une requête afin de relever le niveau du compte spécial actuellement de FCFA 220 millions. Le niveau de l'augmentation sera déterminé par un plan de trésorerie élaboré sur un an à partir des données financières du PTBA 2015.</i>	DP+RAF	Immédiat
43. <i>Faire appliquer les procédures en vigueur en matière d'achat, de contractualisation et de paiement des dépenses</i>	DP+RAF	Immédiat
44. <i>Mobiliser les fonds par le Gouvernement Gabonais afin de ne pas compromettre le bon déroulement des activités du projet pour le temps de mise en œuvre restant.</i>	CNPS+DNP+DP	Immédiat
45. <i>Recourir à des compétences adéquates selon la nature des offres à évaluer.</i>	DP+RAF	Immédiat
46. <i>Procéder à une consultation restreinte des trois autres Cabinets soumissionnaires pour l'audit des comptes 2014.</i>	DP+RAF	Immédiat
47. <i>Faire une situation de la mise en œuvre des recommandations d'audit avant la prochaine mission d'audit et d'adresser les anomalies encore persistantes.</i>	RAF	Immédiat

Appendice 3 bis : Etat de mise en œuvre des recommandations des missions de supervision et de suivi de mars et novembre 2014

Actions convenues	Etat de mise en œuvre
<p>1. Appuyer la mise en place</p> <p>a. d'un réseau de semenciers professionnels</p> <p>b. et un programme semencier en partenariat avec la Direction Régionale du Ministère en charge de l'agriculture et les structures spécialisées de la recherche (CARBAP, IITA, ...).</p>	<p>Recommandation partiellement exécutée.</p> <p>Pour le moment le cadre réglementaire est en cours de création. 39 paysans semenciers, dont 32 dans le cadre des conventions avec le CARBAP et l'IITA, ont été identifiés et installés. Ils produisent d'ores et déjà des vivo-plants de bananiers, du matériel végétal de bananier et de manioc.</p> <p>La direction régionale a demandé aux Chefs de secteurs de s'impliquer dans le suivi des paysans semenciers en collaboration avec les TAC.</p>
<p>2. Élaborer un calendrier de distribution du matériel végétal basé sur une planification rigoureuse prenant en compte le calendrier agricole</p>	
<p>3. a. Assurer la signature de la convention de collaboration avec le CARBAP. b. engager les formations spécifiques au profit des bénéficiaires sur la conduite d'une bananeraie, la reconnaissance des maladies et ennemies du bananier et la gestion d'une pépinière de multiplication des vivo plants.</p>	<p>Recommandation exécutée</p>
<p>4. Sursoir au recrutement d'un autre expert national pour finaliser les plans de l'atelier pilote de transformation mais engager plutôt la mise en place des petites unités de transformation gérées par les unions de groupements de producteurs telles que proposé par l'étude relative à la commercialisation et la typologie des microprojets.</p>	<p>Recommandation partiellement exécutée</p> <p>L'idée de l'atelier pilote a été abandonnée. Mais la mise en place des petites unités prend du retard.</p>
<p>5. Retourner à l'équipementier national les deux moulins non fonctionnels déjà installées auprès des organisations paysannes afin que les défauts de fabrication soient corrigés et veiller à ce qu'un artisan/utilisateur local soit formé aux techniques d'entretien sommaire de cet équipement dès sa réinstallation.</p>	<p>Recommandation exécutée</p> <p>Toutefois un seul moulin est fonctionnel.</p>

Actions convenues	Etat de mise en œuvre
6. Densifier les actions du projet dans zones géographiques réduites et moins dispersées afin d'assurer une meilleure valorisation des investissements structurants, de favoriser la concertation et l'action collective des organisations de producteurs et de permettre ainsi la structuration des filières ciblées.	Recommandation exécutée Pour la validation des microprojets de la 2 ^{ème} campagne la dimension densification a prise en compte : un critère supplémentaire a été ajouté dans la liste des critères d'évaluation des micro-projets, à savoir que tout nouveau micro-projet doit être géographiquement localisé à un rayon de moins de 10 Km des autres micro-projets existants dans la même filière.
7. Engager les TAC sur l'atteinte des résultats clairement définis en termes de nombre de microprojets et de superficies des productions ciblées.	Recommandation non exécutée
8. Exploiter l'étude sur la commercialisation et le SIM et réviser le PTBA pour y introduire les activités spécifiques relatives à l'organisation des	Recommandation non exécutée : l'activité programmée sur les fonds additionnels non mobilisés à date
9. Procéder à l'identification des groupements bénéficiaires dont les productions sont arrivées à maturité et les accompagner dans la recherche des marchés, la négociation commerciale et la réalisation des ventes groupées.	Recommandation partiellement exécutée Les OP ont été identifiées. Les commerçants ont été identifiés ; La mise en relation commerciales a été finalement annulée.
10. Finaliser le processus de sélection de l'ingénieur de génie rural de manière à garantir la mobilisation de celui-ci dès que la convention de financement sera signée.	Recommandation exécutée La procédure a été menée jusqu'à bout. Cependant, quelques difficultés subsistent. Le dossier a été transmis au FIDA pour l'avis.
11. Intensifier la sensibilisation des groupements de producteurs sur les opportunités d'appui qu'offre le PDAR, organiser les échanges d'expérience entre les organisations de producteurs et, sur cette base identifier les thèmes fédérateurs devant servir de support pour l'organisation des acteurs.	Recommandation exécutée Depuis mai 2014, 03 campagnes de sensibilisation ont été organisées. Depuis juin, 04 visites d'échange ont été organisées avec la participation de plusieurs groupements
12. Sur la base des résultats de l'étude sur la stratégie et le plan de communication : (i) entrer en partenariat avec les radios ciblées et assurer la mise en œuvre des programmes d'information hebdomadaires des bénéficiaires sur les activités du PDAR ; (ii) préparer et diffuser les brochures et fiches techniques sur les différentes thèmes (production, transformation, lutte contre les maladies, organisation et gestion etc.) ; (iii) organiser et animer des	Recommandation exécutée 03 contrats de partenariat de 03 mois ont été signés le 01/10/2014, respectivement avec Radio Maria (Oyem), RTG 9 (Oyem) et Radio Nord Sud (Bitam). Des émissions ont été produites. Des CD sont disponibles au niveau de l'UCP. En outre le PDAR a élaboré et distribué des dépliants.

Actions convenues	Etat de mise en œuvre
émissions thématiques mensuelles portant sur les aspects techniques, l'organisation de la filière et le développement social ; (iv) assurer la diffusion des informations sur les prix.	
13. Equiper les paysans relais et poursuivre le renforcement de leur capacité ainsi que leur accompagnement pour qu'ils jouent le rôle attendu d'eux dans l'animation des groupements paysan et l'appui techniques aux autres agriculteurs	Recommandation partiellement exécutée Avec beaucoup de retard, 25 lots de matériel ont été acquis et sont en cours de distribution.
14. Former les TAC à l'animation, la gestion des groupements des producteurs, la connaissance du processus de formalisation et les outils d'accompagnement des producteurs à l'organisation/structuration.	Recommandation partiellement exécutée La Formation sur la maîtrise du processus de formalisation a été réalisée (12 au 13 mai 2014).
15. Former les comités de gestion des groupements de producteurs à l'animation des groupes, l'organisation, la planification et la gestion financière des activités. Développer des outils spécifiques et les mettre à la disposition des TAC et des groupements.	Recommandation non exécutée
16. Sur la base des orientations données dans le cadre de la typologie des microprojets, organiser les activités collectives autour des investissements structurants de projet à savoir : les centres de groupage, les unités de transformation du manioc, la cartographie des appuis dans les bassins de production pour l'organisation de la commercialisation, la mise en place des réseaux de paysans semenciers et les ateliers d'apprentissage/échanges sur les techniques de production.	Recommandation non exécutée
17. Surseoir à la réalisation d'une étude complète sur l'émergence d'opérateurs privés et des micro-entreprises. Mobiliser dans ce cadre les TAC pour : (i) effectuer un recensement rapide des prestataires existants sur la base d'une fiche de collecte d'informations précisant : le type de métier, les offres de services,	Recommandation exécutée Une liste de 38 prestataires conformément à leur spécialité et leur localisation géographique a été élaborée et est disponible

Actions convenues	Etat de mise en œuvre
les modalités d'intervention, les prix, le type de client, les moyens logistiques et matériel d'intervention ; (ii) établir la cartographie des prestataires et la confronter aux zones de déploiement des activités du projet afin de définir les partenariats envisageables et les appuis à apporter à ces prestataires et assurer leur développement dans le cadre de la collaboration avec le PDAR.	
18. Surseoir à la mise en place du Centre d'appui rural et collaborer avec la Direction Régionale de Développement Rural pour renforcer les capacités de ses cadres en matière de suivi et d'encadrement des groupements afin de l'accompagnement des groupements et la poursuite de cette activité après la clôture du PDAR.	Recommandation exécutée de manière continue Certains personnels sont associés aux différentes activités exécutées par le projet.
19. Affecter un cadre spécialiste à la direction régionale pour opérationnaliser le service statistique. Accélérer la mise en œuvre des appuis prévus au service statistique provincial notamment effectuer un bilan de la situation de ce service en termes de capacités techniques et logistiques en concertation avec la Direction régionale de l'Agriculture afin de cibler les appuis à apporter	Recommandation exécutée 07 personnels ont été mis à la disposition d'une cellule statistique créée au sein de la Province agricole du Woleu Ntem. Le Projet a appuyé cette Cellule par une dotation en équipements informatiques et bureautique. Ces personnels ont reçu une formation d'initiation à la bureautique (Word, Excel).
20. Impliquer le service statistique provincial dans la conduite de l'enquête sur la situation des indicateurs de référence du PDAR	Recommandation exécutée Les 07 agents de la Cellule des statistiques de la province agricole du Wolleeu-Ntem ont pris part une partie du processus (formation, l'enquête pilote, etc.) 02 agents ont pris part, en tant qu'enquêteur à la collecte des données sur le terrain en binôme avec des enquêteurs plus expérimentés.
21. Recruter un spécialiste en gestion des connaissances / communication	Recommandation non exécutée
22. Renseigner la base de données du système de suivi-évaluation et transmettre copies électroniques des études validées pour archivage. De même s'assurer que ces données soient dorénavant systématiquement désagrégées par sexes et âge.	Recommandation exécutée La mission a pu consulter la base de données et vérifier son fonctionnement.
23. Créer un compte d'accès à l'assistante administrative et financière pour mettre à jour et de suivre le registre des DNO	Recommandation exécutée Compte créé immédiatement.

Actions convenues	Etat de mise en œuvre
24. Mettre en place les outils de collecte des données auprès des bénéficiaires, assurer leur formation à la collecte des informations et leur fournir les moyens nécessaires pour effectuer ce travail. Réexaminer notamment les fiches de collecte de manière à limiter la collecte des données à l'essentiel et alléger ainsi le travail des TAC.	Recommandation exécutée
25. Assurer l'évaluation de l'efficacité des modèles de rapport mensuel en place et alléger l'outil.	Recommandation exécutée Le RSE déclare avoir entrepris une action dans ce sens et que les responsables s'approprie progressivement les outils.
26. Réaliser en collaboration avec la Direction nationale des statistiques, l'étude sur la situation des données de références actuelle du projet, rendre compte de la contribution du PDAR au développement des filières ciblées dans la province du Woleu-Ntem et son impact sur les différents groupes cibles.	Recommandation exécutée La convention a été signée avec la direction générale de la statistique le 31 octobre 2014. L'enquête a débuté par une formation le 05 novembre 2014. La collecte sur le terrain et la saisie sont achevées. Un rapport provisoire d'étape est disponible. La finalisation (analyse) est engagée. La restitution est programmée pour le 11 décembre 2014.
27. s'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des actions au profit des femmes et des jeunes.	Recommandation exécutée Un module a été élaboré sur Excel pour compiler les données collectées.
28. Lors de la révision du manuel, passer en revue les responsabilités et les tâches de la comptable et de l'assistante administrative et comptable afin d'assurer une correcte ségrégation des tâches et séparation des fonctions.	Recommandation non exécutée. La mission de supervision a travaillé avec le SAF sur ces aspects. La révision du manuel sera finalisée avec l'assistance du consultant en gestion financière actuellement en appui au PDAR.
29. Renouveler l'assurance maladie pour le staff du projet.	Recommandation exécutée pour prendre effet à partir du 1^{er} janvier 2015. La compagnie d'assurance NSIA a été déjà retenue après une cotation faite par 2 compagnies.
30. Reverser les impôts sur les salaires du staff du projet à l'administration fiscale.	Recommandation non exécutée. Le montant des dettes fiscales se chiffrent à 52 millions FCFA au 28.02.2015.

Actions convenues	Etat de mise en œuvre
31. Réviser le PTBA 2014 et intégrer le tableau budgétaire par catégorie de dépenses. Spécifier pour chaque activité du PTBA la catégorie de dépense à affecter.	Recommandation exécutée. Le PTABA 2014 a été révisé en spécifiant pour chaque activité la catégorie de dépense. Un tableau budgétaire global par activité est disponible.
32. Élaborer et mettre à jour régulièrement de plans prévisionnels de trésorerie sur la base du PTBA et du Plan de Passation des Marchés. Soumettre ces plans à l'attention du DP et de l'équipe du Projet lors des réunions périodique de coordination.	Recommandation exécutée. Les plans de trésorerie sont élaborés mais ne constituent pas encore d'outils d'aide à la décision.
33. a. Reverser sur le compte de contrepartie un montant de 31 013 949 FCFA représentant les dépenses éligibles au fonds FIDA préfinancées par le compte de contrepartie. b. Réduire la prochaine DRF de 5 552 000 FCFA à la catégorie II – "Equipements Matériels et Véhicules" correspondant à des dépenses inéligibles déjà chargées à la contrepartie et reversées dans le compte spécial. c. Investiguer sur la différence de 7 811 073 FCFA, faire des ajustements en comptabilité et virer éventuellement le montant dans le compte de contrepartie.	Recommandation exécutée mais les mouvements de fonds n'ont pas été tous retracés. La nouvelle reconstitution du compte désigné au 28/02/2015 présente un nouvel écart non justifié de FCFA 4 542 565. a. Un virement de 31 013 949 FCFA du Compte désigné vers le compte de contrepartie a été fait le 02.05.2014 b. La régularisation a été faite dans la DRF n°33. c. Un montant de 5 969 351 FCFA non retracé a été viré du compte spéciale vers le compte de contrepartie le 05.09.2014. Selon le SAF, le solde 1 841 722 FCFA représente des indemnités d'assurances reçues à titre de dédommagement suite à un accident de véhicule. Ce solde aurait été viré sur le compte de contrepartie. Cette opération n'a pas été justifiée par le projet.
34. Effectuer systématiquement la reconstitution du compte désigné à la fin de chaque mois et procéder à l'analyse des écarts éventuels.	Recommandation non exécutée. La reconstitution du compte désignée est faite dans le cadre de l'élaboration d'une DRF.
35. Améliorer la qualité des DRF, et en général de l'exhaustivité de la documentation à support de toute dépense.	Recommandation exécutée. Bien que les dépenses soient mieux documentées qu'antérieurement, les processus d'achat ou de contractualisation souffrent d'irrégularités qui remettent en cause l'éligibilité des dépenses.

Actions convenues	Etat de mise en œuvre
36. Révision du manuel des procédures menée par le RAF avec l'appui de la Comptable notamment sur les aspects relevant de la gestion comptable. Le projet devra ensuite organiser un atelier d'appropriation du manuel de procédures avec l'ensemble du personnel y compris les TAC.	Recommandation non exécutée. Le processus de révision du manuel des procédures sera finalisé avec le concours du Consultant en gestion financière actuellement en appui au PDAR.
37. Effectuer sur base semestrielle l'inventaire physique des biens du projet et le rapprocher avec le registre des immobilisations.	Recommandation exécutée. Des inventaires physiques des immobilisations ont été réalisés en juillet et décembre 2014.
38. Mettre à jour régulièrement tous les carnets de bord des véhicules.	Recommandation non exécutée. Les carnets de bord des véhicules ne sont pas à jour.
39. a. Créer des fiches de stock du carburant et superviser leur mise à jour régulière. b. Tenue et mise à jour régulière des fiches de stocks de fournitures. Supervision par le RAF y compris l'inventaire.	Recommandation non exécutée. a. Tenue de fiche de stock de carburant non applicable au PDAR. b. Les fiches de stocks n'ont pas été mise en place. L'inventaire des stocks en fin d'année n'a pas été fait.
40. Mettre en œuvre un système de contrôle comptable et financier des opérations comptables. Ce contrôle devra être documenté.	Recommandation non exécutée. Les analyses mensuelles des comptes ne sont pas menées.
41. Lors de la production mensuelle des arrêtés de caisse, effectuer aussi le billettage et le PV relatif.	Recommandation exécutée à partir de novembre 2014. Les arrêtés de caisse doivent être effectués systématiquement à la fin de chaque mois par le Comptable. En ce qui concerne la procédure, c'est le Comptable ou le RAF qui fait l'arrêté mensuel et non la caissière elle-même.
42. Procéder à la réallocation des ressources du prêt de la catégorie non-alloué aux catégories 4 et 7.	Recommandation exécutée. Les fonds du prêt FIDA ont été réalloués entre les différentes catégories financières.
43. Mobiliser la contrepartie pour l'année 2014.	Recommandation exécutée en janvier 2015. Les fonds de contrepartie ont été reçus en janvier 2015 au titre de l'exercice 2014.
44. Transmettre au RAF les dossiers de passation des marchés détenus.	Recommandation exécutée. Tous les dossiers de passation de marché ont été transmis au RAF par les responsables des composantes.

Actions convenues	Etat de mise en œuvre
45. Mettre en place un classement efficace des dossiers de passation des marchés, tenir et mettre à jour les fiches de suivi des contrats et mettre régulièrement à jour le plan de passation des marchés.	Recommandation partiellement exécutée. Le registre des contrats est à jour. Par contre les fiches de suivi des contrats ne sont pas tenues.
46. Adresser au FIDA une requête incluant une note technique sur les améliorations et les nouvelles fonctionnalités qu'offre la nouvelle version du logiciel ainsi les avantages que le Projet pourrait avoir en termes d'efficacité dans le traitement des opérations comptables et financières.	Recommandation non exécutée. Le projet a reçu une facture pro forma. Aucune autre action n'a été engagée.

Etat de mise en œuvre des recommandations du suivi de novembre 2014

Actions convenues	Etat de mise en œuvre
1. Prendre toutes les dispositions pour que l'indisponibilité en vivo-plants au niveau du CARBAP soit rectifiée pour la première campagne de 2015 et que des réajustements soient opérés sur la base des 24 000 vivo-plants et ce qui a effectivement été fourni.	Recommandation en cours d'exécution : le CARBAP doit livrer 13 000 plantules courant avril 2015.
2. Elaborer un calendrier de distribution du matériel végétal basé sur une planification rigoureuse (longtemps à l'avance et de concert avec toute la coordination du Projet) prenant en compte le calendrier agricole (Reconduction).	Cette recommandation a du mal à être exécutée
3. Coupler la formation spécifique sur la conduite d'une bananeraie et la reconnaissance des maladies et ennemies du bananier et la restitution relative à l'atelier sur le BBTv par la responsable de la composante, et reporter l'activité en 2015 afin que la formation puisse être mieux préparée.	Recommandation partiellement exécutée : la restitution n'a pas encore eu lieu.
4. Faire construire des abris similaires aux premiers (qui n'ont plus besoin d'une conception particulière) afin d'accélérer la mise en place des petites unités, et veiller, lors du choix du lieu d'implantation, à la prise en compte des conditions d'hygiène (distance acceptable par rapport à la route à cause de la poussière, protection à l'aide de plafond, etc.).	Recommandation non exécutée : l'UGP persiste sur l'idée de la conception d'un abri type en collaboration avec le ministère en charge de BTP. Ceci peut se justifier par le fait que les deux abris construits jusqu'ici sont différents.
5. Impliquer tous les groupements utilisateurs concernés dans la mise en place du comité de gestion et au besoin, veiller à ce qu'ils soient tous représentés en son sein et que les modalités d'utilisation soient établies de manière claire, pour éviter des problèmes à l'utilisation.	Recommandation non exécutée
6. Afin d'éviter une autre surprise, une équipe conjointe UGP - bénéficiaires devra se rendre à Libreville aux fins de tester les équipements dans les ateliers de l'équipementier, avant leur réinstallation ; la formation des meuniers devra alors être organisée à l'occasion.	Recommandation exécutée

Actions convenues	Etat de mise en œuvre
7. Engager non seulement les TAC, mais aussi l'ensemble de l'équipe de projet sur l'atteinte des résultats déjà définis en termes de nombre de microprojets et de superficies des productions ciblées, à travers une plus grande concertation durant la programmation des activités.	Recommandation non exécutée
8. Accompagner désormais la décharge du lot de fournitures et matériels signé par le paysan relais bénéficiaire de la photocopie de sa pièce d'identité.	Recommandation non exécutée
9. Intensifier le renforcement de capacité des personnels institutionnels sur plus de thématiques, pour qu'ils puissent, bien qu'en sous-effectif, être capables de prendre effectivement le relais.	Recommandation non exécutée
10. Relancer le Bureau du FIDA pour obtenir son avis sur le recrutement de l'ingénieur du génie rural.	La procédure a été abandonnée au motif que les négociations avec l'expert pressenti n'ont pas abouti. L'option actuelle est la recherche d'un VNU.
11. Etablir l'inventaire physique et l'arrêté de caisse le dernier jour de chaque mois ou le premier jour ouvrable du mois suivant, avant toute opération financière (Rappel).	
12. Gérer le compte de contrepartie avec les exigences mises en œuvre pour la gestion des autres comptes, c'est-à-dire tenir régulièrement à jour les registres de caisse et banque et établir les rapprochements bancaires mensuels (Reconduction).	
13. Utiliser les outils de gestion proposés et/ou initiés de façon continue et d'en faire des outils d'aide à la décision.	
14. Soumettre au FIDA une requête en vue de faire relever le montant de l'avance en compte désigné qui est actuellement de FCFA 220 millions, compte tenu du relèvement du seuil des DPD et pour réduire les tensions de trésorerie. Le niveau de l'augmentation sera déterminé suivant un plan de trésorerie élaboré sur un an à partir des données financières du PTBA 2015.	Recommandation non exécutée

Actions convenues	Etat de mise en œuvre
15. Mener une analyse mensuelle et documentée des comptes du projet (Reconduction).	
16. Mieux mener la gestion des intérimis afin d'éviter des ruptures dans la tenue des outils de gestion.	
17. Réaliser la mise à jour du registre des immobilisations et un inventaire de fin d'exercice, dans le cadre la clôture des comptes de l'exercice 2014, en prenant en compte les nouvelles immobilisations acquises.	Recommandation exécutée
18. Tenir à jour les fiches de suivi des contrats.	Recommandation non exécutée. Les fiches de suivi des contrats ne sont pas tenues.
19. Retravailler le PTBA 2015 tant sur le plan de le forme que sur le plan du fond. Au besoin, tenir une copie à l'équipe de mission au moment de la transmission au Bureau du FIDA pour des commentaires complémentaires.	Recommandation exécutée. L'UGP a pris en compte la majeure partie des observations faites sur le PTBA et le PPM 2015.

Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA 2014, y compris les indicateurs SYGRI

Composante	Sous composante	Indicateurs	Unité	Fin de la période 2014			Cumulatif		
				PTBA	Réalisé	% de PTBA	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP
Nombre de Bénéficiaires		Personnes ayant bénéficié des services du projet	femme	2 300	2 461	107%	16 800	11 456	68%
			Homme	2 500	2 754	110%	11 200	10 909	97%
			Nombre	4 800	5 215	109%	28 000	22 365	80%
		Groupes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	200	171	86%	240	442	184%
		Ménages ayant bénéficié des services du projet	Nombre	960	1 043	109%		3 887	
Composante 1: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché	SC 1.1: Programmes régionaux d'appui à la production	Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place	Nombre	375	505	135%			#DIV/0!
			Homme	161	239	148%			#DIV/0!
			femme	214	266	124%			#DIV/0!
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	130	155	119%	200	266	133%
			Femme	208	195	94%	280	335	120%
			Nombre	338	350	104%	480	601	125%
		Groupes communautaires créés/consolidés	Nombre	95	71	75%	240	305	127%
			Homme	204	239	117%		303	
			femme	271	266	98%		362	
			Nombre		505				
	SC 1.2: Appui aux groupements de producteurs	Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	0	0	#DIV/0!	30		0%
	SC 1.3: Appui à la commercialisation	Routes construites/remises en état	KM	0	0	#DIV/0!	102	0	

	et à la compétitivité des filières	Installations de stockage aménagées/remises en état	Nombre	0	0	#DIV/0!		0	#DIV/0!
		Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Homme	10	0	0%	200	0	0%
			femme	16	0	0%	288	0	0%
			Nombre	26	0	0	488	0	0
		Personnes formées en gestion de l'infrastructure	Homme	0	0	#DIV/0!	26	0	0%
			femme	0	0	#DIV/0!	40	0	0%
			Nombre	0	0	#DIV/0!	66	0	0
		Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé	Nombre	0	0	#DIV/0!	33	0	0%
		Groupes de commercialisation formés/consolidés				#DIV/0!		0	#DIV/0!
Composante 2: Renforcement des capacités des différents acteurs	SC 2.1: Renforcement des ruraux et de leurs organisations								
	SC 2.2: Renforcement des capacités institutionnelles	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Nombre	6	12	200%	7	53	757%
			Homme	3	7	233%			
			femme	3	5	167%			

Niveau de réalisation indicateur 2^e niveau Sygri

Composantes	Sous-composante	Résultat	Barème	
Composante 1 : Promotion des filères agricoles ayant un grand potentiel de marché :	SC 1 : Programmes régionaux d'appui à la production	Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique	4	
	SC 2 : Appui aux groupements de producteurs			
	SC 1.3 : Appui à la commercialisation et à la compétitivité des filères	Durabilité probable des installations de transformation		Les activités n'ont pas encore été menées
		Durabilité probable des routes construites/remises en état		Les activités n'ont pas encore été menées
		Efficacité: producteurs bénéficiant d'un plus large accès au marché	4	
Composante 2 : Renforcement des capacités des différents acteurs	SC 2.1 : Renforcement des ruraux et de leurs organisations	Durabilité probable des groupes communautaires formés/consolidés	4	
	SC 2.2: Renforcement des capacités institutionnelles			

Niveau de réalisation indicateur 3^e niveau SYGRI

Indicateur	Unité	Référence	Mi-parcours	Achèvement	Objectif
Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté	Nombre				
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	% filles	7%		4.27%	
	% garçon	11%		4.01%	
Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	% filles	26.9%		28.7%	
	% garçon	25.1%		25%	
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	% filles	4.5%		8.7%	
	% garçon	10%		7.8%	
Ménages ayant connu une saison de disette	Nombre	0		0	
Durée de la première saison de disette	Nombre	0		0	
Ménages ayant connu deux saisons de disette	Nombre	0		0	
Durée de la deuxième saison de disette	Nombre	0		0	

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 6A: Performance financière par bailleur de fonds**

Tableau 6A: Performance financière par bailleur de fonds au 16/03/2015*			
Bailleur de fonds	Préévaluation (en milliers d'USD)	Décaissements (en milliers d'USD)	Pourcentage décaissé
Prêt FIDA**	5,726	4,976	87%
Don FIDA**	274	225	82%
Gouvernement	2,177	2,771	127%
Beneficiares	256	808	315%
Total	8,433	8,779	104%

* au 16 mars 2015 jusqu'à DRF 35 & 36 en cours de paiement et de soumission

** La discordance entre les pourcentages montrées dans ce tableau et celles dans le tableau 5C-1 et 5C-2 (valeur en DTS) est due au différent taux de conversion USD/DTS appliqué au financement

République Gabonaise
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 16 au 31 mars 2015

Tableau 6B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) **

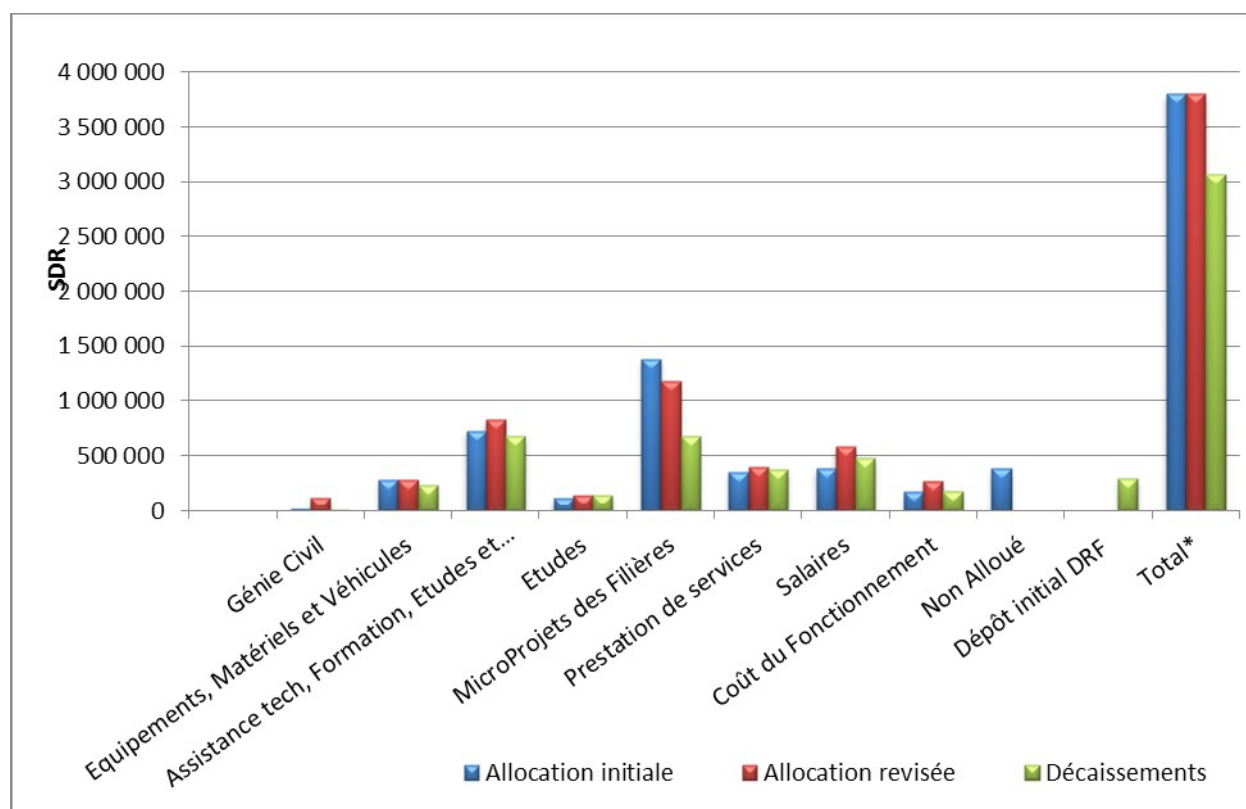
Tableau 5B:	Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)														
Composante	Prêt FIDA			Don FIDA			Gouvernement			Beneficiaires			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
A. Promotion des filières agricoles à grand potentiel de marché	3283	2066	63%				1549	1379	89%	256	803	314%	5,088	4,248	83%
B. Renforcement des capacités	1462	585	40%				278	185	67%		3.396		1,740	774	44%
C. Coordination, suivi et évaluation dépenses en cours d'affectation par composantes (DRF XX Compte désigné))	981	1931	197%	274	254	93%	351	915	261%	0			1,606	3,100	193%
														0	
Total*	5726	4582	80%	274	254	93%	2178	2480	114%	256	806	315%	8,434	8122	96%

République Gabonaise
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 16 au 31 mars 2015

Tableau 5C-1: Décaissements du Prêt du FIDA* (en DTS, au 16 mars 2015 jusqu'à DRF 36)							
Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de soumission (DRF 35 & 36 taux DTS/FCFA estimé à 849,366)	Solde	Décaissement (%)
I	Génie Civil	20 000	120 000	13 566		106 434	11,31%
II	Equipements, Matériels et Véhicules	280 000	280 000	229 059	365	50 576	81,94%
III	Assistance tech, Formation, Etudes et Information	730000	830000	683 309	36 782	109 909	86,76%
IV	Etudes	110 000	140 000	139 274	2 930	-2 204	101,57%
V	MicroProjets des Filières	1380000	1180000	677 256	108 972	393 772	66,63%
VI	Prestation de services	350 000	400 000	371 042	19 345	9 613	97,60%
VII	Salaires	380 000	580 000	477 118	16 256	86 626	85,06%
VIII	Coût du Fonctionnement	170 000	270 000	177 813	1 829	90 358	66,53%
	Non Alloué	380 000				0	0,00%
	Dépôt initial DRF			292 290		-292 290	-
	Total*	3 800 000	3 800 000	3 060 726	186 480	552 794	85,45%

*le taux de décaissement sans compter les DRF 35 & 36, en attente de paiement et de soumission est de 80,55%. Le taux de décaissement sans le dépôt initial est s'atteste à 72,85%

Décaissement du prêt FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

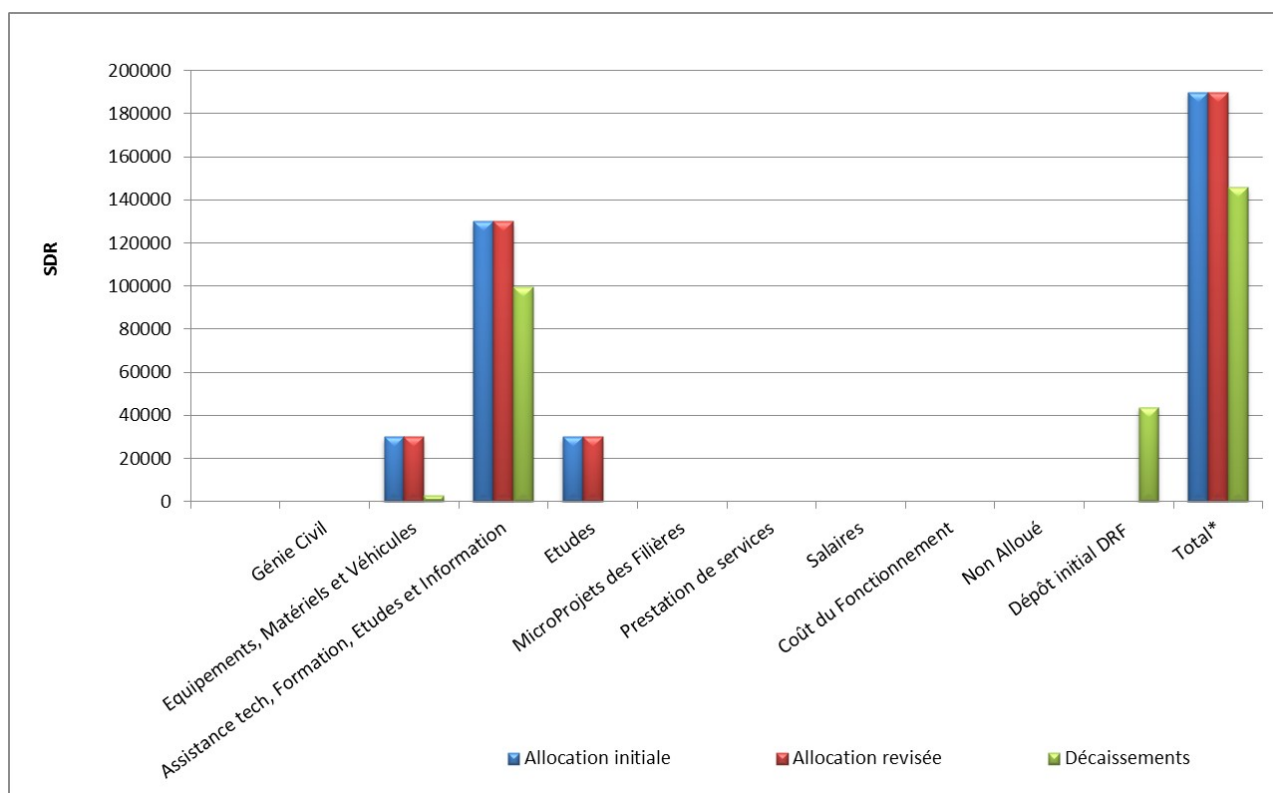


République Gabonaise
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 16 au 31 mars 2015

Tableau 5C-2: Décaissements du don FIDA (en DTS, au 16 mars 2015)							
Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de soumission (DRF XX taux DTS/FCFA extimé à XXX)	Solde	Décaissement
							(%)
I	Génie Civil					0	
II	Equipements, Matériels et Véhicules	30,000	30,000	2,765		27,235	9.22%
III	Assistance tech, Formation, Etudes et Information	130,000	130,000	99,429		30,571	76.48%
IV	Etudes	30,000	30,000			30,000	0.00%
V	MicroProjets des Filières						
VI	Prestation de services						
VII	Salaires						
VIII	Coût du Fonctionnement						
	Non Alloué						
	Dépôt initial DRF			43,633		-43,633	-
	Total*	190,000	190,000	145,827	0	44,173	76.75%

*le taux de décaissement du don est de 76,75%. Le taux de décaissement sans le dépôt initial est s'atteste à 53,79%

Décaissement du don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Appendice 6 : PDAR/Respect des dispositions de l'Accord de financement : état d'avancement

Sections	Dispositions de l'accord de prêt	Application / PDAR
Section 1.05 « Nomination de l'Institution Coopérante »	Le Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies (UNOPS) sera nommé en qualité d'Institution Coopérante.	Depuis le démarrage, le Projet est en supervision directe. Cette disposition est à annuler par le FIDA.
Section 2.04 « Compte d'Avance du Don »	b) une fois le Compte d'Avance du Don ouvert, le Fonds, sur demande de l'Emprunteur effectuera en son nom, des retraits du Compte Don, pour des montants qui sont établis dans chaque PTBA, et les déposera sur le Compte d'Avance du Don	Le compte est ouvert à UGB/Oyem. Le montant total mobilisé au 28.02.2015 est égal à USD 224 891,87.
Section 3.02 « Programme de Travail et Budget annuel	b) L'Agent principal soumet chaque année un projet de PTBA au Fonds et à l'Institution Coopérante pour commentaire et approbation 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année	Le projet a élaboré son PTBA 2015. Il a été transmis au FIDA dans les délais.
Section 3.04 « Fonds de contrepartie »	c) L'emprunteur effectue un premier dépôt de FCFA 172 millions sur le Compte de projet, et reconstitue d'avance annuellement le Compte de Projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du projet considéré	Le compte est ouvert à UGB/Oyem. Le Projet a reçu depuis son démarrage FCFA 1 385 437 150 représentant 127% de son engagement initial. Le projet a reçu en janvier 2015 un montant de FCFA 127 783 000 au titre de l'engagement de l'Etat pour 2014. Un montant de 400 millions a été inscrit u budget au titre de 2015.
Section 4.02 « Rapport d'activités »	Transmission d'un rapport semestriel d'activités dans les trois mois suivant la fin du semestre	Les deux rapports semestriels ont été soumis dans les délais.
Section 5.01 « Etats financiers »	L'UGP prépare chaque année fiscale les états financiers des opérations et les présente au Fonds et à l'Institution Coopérante dans les 3 mois suivant la fin de chaque année fiscale	Les états financiers de l'exercice 2013 ont été transmis dans les délais. Ceux de 2014 sont en cours de finalisation.

Annexe 2 « Affectation et retrais des fonds du prêt et du don »	Les dépenses relatives aux activités du S/E au SYGRY ainsi qu'au matériel informatique doivent être mobilisées sur les catégories 2, 3, et 4 du don	Certaines dépenses ont été payées sur les CS/prêt et remboursées par le FIDA.
Annexe 3, I, A 2.2 et 3 « Composition CNPS et CCTP »	Le CNPS et le CCCTP se réuniront deux fois par an en session ordinaire et aussi souvent que nécessaire	Au cours de l'année 2014, le CNPS a eu une réunion et le CCTP deux fois.
Annexe 3, I, 5.2 « Composition de l'UGP»	Deux volontaires des Nations Unies spécialistes respectivement en commercialisation des produits agricoles et approche participative appuieront le démarrage des activités du Projet dans ces deux domaines pendant les deux premières années.	Les deux VNU n'ont pas été recrutés.
Annexe 3, II, 3 « Assurance du personnel de projet »	Le personnel du projet sera assuré contre les risques de maladie et d'accident	L'assurance maladie pour le personnel a été renouvelée pour l'année 2015.

Appendice 7 : Gestion des savoirs : apprentissage et innovation

Améliorer la productivité et la production de banane-plantain par l'introduction du PIF

Pour donner plus de visibilité et assurer la pérennisation de ses appuis aux producteurs ruraux du Gabon, le Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR) a impulsé l'introduction de la technique PIF (Plants Issus de Fragments de tiges), pour pallier le problème d'approvisionnement en matériel végétal de bonne qualité dans la filière banane.

C'est une technique novatrice de multiplication végétative des rejets de bananier plantain peu coûteuse dont l'avantage est de permettre une production en masse de rejets (50 à 100 à partir d'un rejet/souche). Cette production se fait durant 2 à 3 mois au lieu d'un minimum de 6 mois avec la méthode ordinaire qui produit 4 à 5 rejets par plant. De plus, le PIF produit au terme du premier mois, des vivo plants rustiques, car obtenus en milieu réel, indemnes de charançon et de nématodes.

En 2014, le PDAR a signé une convention de partenariat avec le CARBAP (Centre Africain de Recherche sur les Bananiers Plantain) qui a créé la technique PIF, pour la mise en place de 15 ha de champs semenciers. Au cours des premiers mois de ce partenariat, 7.5 ha ont été mis en place avec une production de 33200 vivo plants dans les 24 germoirs construits. Cette réalisation marquante a été favorisée par la sélection et la formation de 12 producteurs semenciers.

Les superficies emblavées par les producteurs grâce au matériel végétal de qualité sont ainsi passées de 107,5ha en 2013 à 290.08 ha en 2014

Dans les prochaines semaines, la fourniture de 13000 plantules de vivo-plants par le CARBAP au bénéfice des producteurs est prévue. Les plantules seront préalablement acclimatées chez un des meilleurs paysans semenciers issus de la cohorte formée. La maîtrise des techniques apprises et la durabilité des effets à travers la mise en place d'un réseau fort de paysans semenciers est déjà perceptible.

Vivo plants



Producteur semencier suivi par un technicien du projet

Appendice 8 : Budget prévisionnel des activités du PDAR 2015-2017

	Soldes			Prévisions 2015			Prévisions activités 2016			Prévisions activités 2017		
	Prêt FIDA	Don FIDA	Fonds contreparti e	Prêt FIDA	Don FIDA	Fonds contreparti e	Prêt FIDA	Don FIDA	Fonds contrepa rtie	Prêt FIDA	Don FIDA	Fonds contreparti e
Composante A	454 213 325			303 963 325			150 250 000					
A1. Programmes régionaux Appui PXT F.	191 363 325			186 613 325			4 750 000					
A103 0101: Achat Motos	37 500 000			37 500 000								
A103 0101: Partenariats avec le CARBAP/Banane	20 000 000			20 000 000								
A103 0102: Partenariats avec l'IITA / Manioc	29 403 325			29 403 325								
A106 0203: Mise en place des champs semenciers	8 110 000			3 360 000			4 750 000					
A106 0204: Achat rejets de bananiers	3 000 000			3 000 000								
A205 02: Microprojets de Banane	38 350 000			38 350 000								
A205 04 Microprojets de Manioc	52 000 000			52 000 000								
A106 0204: Achat rejets de bananiers	3 000 000			3 000 000								
A.2.Appui aux Grp. Producteurs MPF	262 850 000			117 350 000			145 500 000					
A205 02: Microprojets de Banane	38 350 000			38 350 000								
A205 04 Microprojets de Manioc	154 000 000			52 000 000			102 000 000					
A205 04 Construction des abris à moulins (7)	28 000 000			14 000 000			14 000 000					
A205 04 Achat 7 moulins	7 500 000						7 500 000					
A205 04 Formation de 15 formateurs en transformation de manioc en gari, amidon et fougou au Cameroun	13 000 000			13 000 000								

République Gabonaise
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 16 au 31 mars 2015

A205 04 Organisation d'un cadre de concertation entre les acteurs	2 000 000						2 000 000					
A205 04 Achat de tronçonneuses (15)	20 000 000						20 000 000					
A.3. Appui à la Commercialisation												
Formation en gestion commerciale micro crédit et contractualisation	7 000 000						7 000 000					
Total 1	303 963 325			303 963 325								
B. Renforcement des Capacité des ruraux												
B.1. Renf. Capacité des ruraux et grpents	71 892 000			13 796 000			48 096 000			10 000 000		
B103 1012: Participation Foire Agricole Internationale de Libreville	10 000 000			5 000 000			5 000 000					
B103 1012: Organisation Foire Agricole du PDAR à Oyem	7 000 000						7 000 000					
B103 1012: Renouvellement Partenariats radios pour la diffusion émissions radiophoniques sur les activités du projet	7 392 000			3 696 000			3 696 000					
B103 1012: Production du documentaire sur les activités du projet	3 000 000						3 000 000					
B103 10: Diffusions du documentaire sur les activités du projet	900 000						900 000					
B103 10: Production de calendriers muraux et chevalets	2 000 000						2 000 000					
B103 10: Bulletins d'information	500 000						500 000					
B103 0301: Dotation des paysans relais en fournitures et petit équipement agricole	2 000 000						2 000 000					

République Gabonaise
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 16 au 31 mars 2015

pour le suivi des exploitations												
B103 0302: Atelier de formation des paysans relais en développement organisationnel et animation des OP	5 000 000			3 000 000			2 000 000					
B103 0401: Atelier de formation des membres des CG en développement organisationnel et animation des OP	2 500 000						2 500 000					
B103 0401: Atelier de formation des membres des CG sur la planification et la gestion financière	2 500 000						2 500 000					
B103 0401: Formation des opérateurs privés en gestion d'entreprise	20 000 000						10 000 000			10 000 000		
B103 0501: Visites et voyages d'échanges dans la province au profit de groupements de producteurs	4 100 000			2 100 000			2 000 000					
B103 0603: Appui à la structuration et à la formalisation des OP	2 000 000						2 000 000					
B103 0603: Formation des membres des comités /Conseil d'administration	3 000 000						3 000 000					
B.2.Renforcement des Capacités Institutionnelles	11 000 000			1 000 000			10 000 000					
B202 0201: Achat fournitures de bureau service statistique	1 000 000			1 000 000								
B203 0302: Collecte des données sur les productions agricoles	2 000 000						2 000 000					
Formation de 10 prestataires de services en maintenance	3 000 000						3 000 000					
Equiperment de 10 prestataires de services en outils de maintenance	5 000 000						5 000 000					

République Gabonaise
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 16 au 31 mars 2015

Total 2	82 892 000			14 796 000			58 096 000			10 000 000		
3. Coordination et gestion du projet												
C.1. Unité de Gestion du projet (GCP)	188 750 000			60 870 000			77 560 000			50 320 000		
C103 0203 Honoraires Spécialiste en Passation des Marchés (SPM)	27 000 000			12 000 000			12 000 000			3 000 000		
C106 0101 Audit Comptable et Financier exercices 2014, 2015, 2016	26 450 000			6 450 000			10 000 000			10 000 000		
C106 0501 Frais Bancaires	7 500 000			3 000 000			3 000 000			1 500 000		
C107 0101 Salaire Directeur du Projet (DP)	45 000 000			13 500 000			18 000 000			13 500 000		
C107 0102 Salaire Responsable Administratif & Financier (RAF)	37 500 000			11 250 000			15 000 000			11 250 000		
C107 0103 Salaire Comptable (CPT)	30 900 000			9 270 000			12 360 000			9 270 000		
C107 0109 Assistante Administrative & Comptable (AAC)	14 400 000			5 400 000			7 200 000			1 800 000		
C.2. Appui Tech./gestion Projet												
C203 0101 Honoraires Responsable Suivi Evaluation (RSE)	11 700 000	27 300 000			11 700 000			15 600 000		11 700 000		
Evaluation des microprojets de production mis en place sur le terrain et Enquête SYGRI 2ème niveau		2 896 900			2 896 900							
Mise en place des outils de collecte des données auprès des bénéficiaires, formation à la collecte des informations et fournir des moyens nécessaires pour effectuer ce travail		4 000 000			4 000 000							

République Gabonaise
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 16 au 31 mars 2015

SSE du PDAR : enjeux et perspectives pour l'amélioration de l'impact du projet auprès des bénéficiaires		3 900 000			3 900 000							
Renforcement capacités RSE à la DGS sur utilisation logiciel statistique SPSS.20		1 500 000			1 500 000							
Total 3	189 726 900	39 596 900		60 870 000	23 996 900		77 560 000	15 600 000		11 700 000		
TOTAL GENERAL	687 235 325	39 596 900		379 629 325	23 996 900		285 906 000	15 600 000		21 700 000		

Annexe1 : Contrôle des ECD

DRF 34							
No	N°Pièce	LIBELLES	MONTANT	Date	Cat	Seuil contrat <= 30.000USD (CFA 15 000 000)	OBSERVATION
1	01010	Fact n°001AS - Avce reparamétrageTompro	1 369 800,00	06/10/2014	3		Pas de demande de proposition et offre du prestataires
2	04710	Fact n° 003ASF solde honoraires 75%-Reparamétrage logiciel	2 250 000,00	17/10/2014	3		Pas de demande de proposition et offre du prestataires
3	04410	Ach petits équipements - paysans relais	866 025,00	13/10/2014	3		RAS
4	04410	Fourn bureau - paysans relais	380 000,00	13/10/2014	3		RAS
5	10810	Perdiem UGP+OP foire Agricole	2 360 000,00	27/10/2014	3		Perdiem 100000F pour les membres de l'UGP et 50 000 F pour les paysans (foire agricole de Libreville)
6	11110	Ch7914776 Frais brochure/dépliants	1 800 000,00	28/10/2014	3		Procédures de contractualisation non respectée
7	11210	Frais Organisation foire agricole	1 004 000,00	28/10/2014	3		Procédures de contractualisation non respectée
8	07011	Honoraires formateur	220 000,00	17/11/2014	3		RAS